



UN SIGNAL FORT POUR LES TRANSPORTEURS

Arrivée imminente de 3.000 nouveaux bus

Lire l'article de M. Aziza page 3

Notre supplément
**AUTOUR
DU MONDE**
Avec la
collaboration de
PROJECT
SYNDICATE
P. 9 & 10

L'Occident n'est pas
prêt pour un monde
multipolaire



PAR GEMMA
CHENG'ER DENG¹
ET JIM O'NEILL²



1. Doctorante au King's College de Londres
et co-auteur (avec Kerry Brown) de China
Through European Eyes: 800 Years Of
Cultural And Intellectual Encounter
2. Ancien ministre britannique des Finan-
ces et ancien président de Goldman Sachs

Contre l'euro-pessimisme



PAR HAROLD
JAMES

Professeur d'histoire et d'affaires interna-
tionales à l'université de Princeton, est
l'auteur, plus récemment, de Seven
Crashes: The Economic Crises That Sha-
ped Globalization

Le tournant industriel
audacieux du Brésil



PAR JAYATI
GHOSH

Professeur d'économie à l'université du
Massachusetts à Amherst, est membre de
la Commission d'économie transforma-
tionnelle du Club de Rome.

Le triple dividende
de l'économie bleue



PAR PETER
BRYANT¹ ET
SINDRE ØSTGÅRD²



1. Directeur du programme Océans au
sein de la plateforme d'investissement à
impact Builders Vision.
2. Associé directeur chez We Are Hu-
man, une société de capital-risque axée
sur l'impact.

CAN-2025 : ALGÉRIE- NIGERIA (0-2) La fin d'un parcours honorable

P. 8



TRAVAUX PUBLICS Lancement de l'opération de maintenance du réseau routier et autoroutier.

P. 3

Ghaza L'entité sioniste poursuit son entreprise criminelle

Mohamed Mehdi

Samedi, 93e jour du cessez-le-feu, Israël continue de transgresser unilatéralement l'accord de Charm Al-Cheikh, en commettant, depuis le 11 octobre 2025, plus de 960 violations du cessez-le-feu, et de ne pas respecter le volet des aides humanitaires préconisé par le « plan de paix », dans ce qui semble être une démarche menée en total accord avec l'administration Trump. L'occupation israélienne continue son entreprise criminelle à Ghaza, qu'il s'agisse d'attaques militaires contre les civils ou de blocus alimentaire et médical, le nombre de victimes ne cesse d'augmenter.

Hier, l'agence de presse Shehab News a rapporté une série d'attaques sionistes qui ont fait plusieurs martyrs et blessés, ainsi que le décès d'un nourrisson en raison du froid qui sévit à Ghaza. « Un nourrisson de sept jours, Mahmoud al-Aqra, est décédé à Deir al-Balah des suites de la vague de froid qui frappe la bande de Ghaza », a rapporté l'agence qui cite des sources hospitalières.

Shehab News a également fait état de plusieurs bombardements israéliens, dont des tirs d'artillerie et de drones, sur le sud et le centre de l'enclave, faisant au moins 3 martyrs et 7 blessés. Les régions visées sont Bani Suheila à Khan Younes (un martyr et un blessé), al-Mawasi, près de Rafah, le quartier al-Zeitoun dans la ville de Ghaza (2 martyrs), le camp de réfugiés d'al-Maghazi, dans le centre de la bande (plusieurs blessés dont trois grièvement).

LE HAMAS DÉNONCE DES ARRESTATIONS MENÉES PAR L'AUTORITÉ PALESTINIENNE

Le Mouvement Hamas a dénoncé hier, dans un communiqué, les arrestations de « militants et d'étudiants » menées par les services de sécurité de l'Autorité palestinienne (AP) à Jénine et dans d'autres régions de Cisjordanie occupée, et considère que cette démarche « sert les objectifs de l'occupation ». « Les forces de sécurité de l'Autorité palestinienne intensifient leur campagne d'arrestations politiques en Cisjordanie, notamment à Jénine, ciblant des dirigeants, des militants, des étudiants et divers segments de la société », déclare le Hamas considérant qu'il s'agit d'un « abus de pouvoir dangereux qui va à l'encontre de la volonté et les sacrifices de notre peuple et exacerbe les tensions internes à un moment sans doute plus critique que jamais pour notre cause nationale ».

Le communiqué souligne que ces arrestations « servent directement les objectifs de l'occupation », et « surviennent alors que la Cisjordanie est soumise à une campagne agressive d'expansion des colonies et de judaïsation, ainsi qu'à des plans d'annexion et de déplacement de population, sans compter les crimes quotidiens commis par les colons contre notre peuple et notre terre ». Le Hamas met en garde contre « le danger que représente

la persistance des forces de sécurité de l'Autorité palestinienne dans cette approche répressive et antipatriotique », et dénonce les « actes de torture et de mauvais traitements infligés aux détenus », exigeant « l'arrêt immédiat des arrestations politiques », et « la libération de toutes les personnes détenues en raison de leurs opinions politiques et de leur appartenance nationale ».

Sur le même sujet, le « Comité des familles de prisonniers politiques » en Cisjordanie occupée a également dénoncé, hier, les arrestations menées par les services de sécurité de l'AP.

« Les services de renseignement de l'Autorité palestinienne à Al-Khalil ont arrêté le professeur Rashad Al-Ja'bari (76 ans), père du prisonnier Mouamar Al-Ja'bari, qui purge une peine de prison à vie », lit-on dans un message publié samedi sur le canal Telegram du Comité.

LA BELGIQUE SUSPEND SES SERVICES CONSULAIRES POUR SES CITOYENS RÉSIDANT DANS LES COLONIES

L'agence de presse palestinienne Shehab News a rapporté samedi la Belgique a suspendu ses services consulaires, comme « la délivrance et le renouvellement de passeports, l'enregistrement des naissances et des mariages », pour ses citoyens résidant dans les colonies de Cisjordanie occupée. « Des médias hébraïques ont révélé que le consulat belge à Al-Quds et l'ambassade à Tel Aviv ont récemment suspendu divers services consulaires pour les citoyens belges résidant dans les colonies israéliennes de Cisjordanie », rapporte Shehab News.

Selon la même source, cette décision « fait suite à une série de mesures prises par le gouvernement belge en septembre 2025, dans le cadre de la reconnaissance d'un État palestinien ».

« Ces mesures incluaient l'interdiction des vols militaires israéliens au-dessus de l'espace aérien belge, l'imposition de sanctions aux ministres israéliens Itamar Ben-Gvir et Bezalel Smotrich, et l'interdiction de fournir des services consulaires aux citoyens résidant dans les colonies situées au-delà de la Ligne verte d'avant 1967 », ajoute l'agence.

Les citoyens belges résidant dans les colonies ont reçu une « notification officielle par courriel les informant que leurs adresses n'étaient plus reconnues au regard du droit international auquel la Belgique est liée », et qu'ils « ne sont plus inscrits auprès du consulat ».

Les messages expliquaient que « les citoyens (belges) pouvaient faire appel de la décision dans un délai de 60 jours ou recouvrer l'accès aux services consulaires en déménageant dans une localité légalement reconnue et en mettant à jour leur adresse officielle ».

« Vous vous êtes installé dans une colonie non reconnue par le droit international auquel la Belgique est liée, et par conséquent, vous n'êtes plus inscrit à cette adresse dans le registre consulaire de la population », lit-on dans le message consulaire rapporté par Shehab News.

ANALYSE

Mustapha Aggoun

Que deviennent les BRICS...?

Le jour où j'ai appris que les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) avaient approuvé l'adhésion des Émirats Arabes Unis et de l'Égypte en tant que nouveaux membres, j'ai ressenti un déchirement intérieur. Ce sentiment n'était pas seulement celui d'une déception, mais d'une désillusion profonde, un moment où les illusions que j'avais nourries sur l'émergence d'un pôle économique et politique rival du bloc occidental se sont effondrées comme un château de cartes.

Il y a quelques années, les BRICS représentaient une lueur d'espoir dans un monde unipolaire dominé par les États-Unis et leurs alliés européens. L'idée qu'un autre pôle de pouvoir se constituait, un pôle où les pays du Sud et les économies émergentes pouvaient faire front commun contre l'hégémonie occidentale, nourrissait en moi une forme d'optimisme. Mais le fait d'accepter dans ses rangs des pays comme les Émirats et l'Égypte, qui n'ont cessé de jouer un rôle ambigu dans la géopolitique mondiale, m'a donné l'impression que les BRICS n'étaient plus qu'une coquille vide, une organisation qui, loin de redéfinir l'ordre mondial, risquait de se soumettre à celui qui existe déjà.

Comment comprendre cette adhésion, sinon par une soumission tacite aux forces dominantes de l'Occident ? Les Émirats Arabes Unis et l'Égypte, sous des apparences de souveraineté, ont en réalité toujours été des alliés précieux de Washington et de Tel Aviv. Ils n'ont cessé de renforcer leurs relations avec Israël, et ce, malgré les prétentions de défendre une solidarité arabe et musulmane. Leur politique, qu'elle soit économique, militaire ou diplomatique, est souvent dictée par les États-Unis, qui les soutiennent non seulement par des moyens financiers mais aussi en leur fournissant des garanties de sécurité, sans compter les liens stratégiques qui unissent ces pays à l'État sioniste. Les Émirats ont signé les Accords d'Abraham avec Israël, marquant une normalisation totale de leurs relations, tandis que l'Égypte, bien qu'ayant signé un traité de paix avec Israël en 1979, continue de maintenir des relations privilégiées avec l'entité sioniste. Comment ces pays, qui, dans l'ombre, soutiennent des politiques israéliennes qui écrasent les droits des Palestiniens, peuvent-ils prétendre faire partie d'un bloc qui se veut à la fois alternatif et anti-impérialiste ?

La gravité de cette situation prend une tournure encore plus inquiétante à mesure que l'on observe les politiques étrangères de ces pays. La violation des principes de souveraineté et de non-ingérence par les États-Unis, à l'égard du Venezuela, est l'un des plus grands exemples de l'impérialisme occidental. Les États-Unis ont littéralement piétiné la souveraineté de ce pays en imposant des sanctions économiques, en soutenant l'opposition interne, et en cherchant à renverser un gouvernement démocratiquement élu. Il ne s'agit pas seulement d'une attaque économique, mais d'une atteinte directe aux principes de Droit international, là où la terre, la mer, et même la sécurité nationale du Venezuela sont devenues des enjeux d'une guerre

re froide prolongée, alimentée par des intérêts géopolitiques et économiques. Avant le Venezuela, l'Afrique avait, elle aussi, été le

théâtre de nombreuses violations. Le Nord du Nigéria, avec ses richesses pétrolières, est une cible stratégique des ambitions américaines. Mais la guerre ne se joue pas seulement sur le terrain économique ou militaire. La mer Rouge, en tant que carrefour stratégique pour le commerce mondial, est aussi une zone de tensions croissantes, avec l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis soutenant indirectement les ambitions israéliennes pour bloquer l'influence iranienne. En parallèle, la situation au Liban, où Israël se livre à des attaques contre des infrastructures et des positions du Hezbollah, est en grande partie encouragée par une complice passivité de ces régimes qui se prétendent défendre les intérêts arabes tout en étant en réalité des instruments de politique étrangère israélienne et américaine.

Dans ce contexte, les BRICS semblent s'éloigner de leur objectif initial. Au lieu d'un contre-pouvoir à l'hégémonie occidentale, l'organisation apparaît, de plus en plus, comme un cartel d'intérêts économiques et politiques qui, loin de remettre en cause l'ordre mondial dominé par l'Occident, finit par s'y conformer. La Russie et la Chine, qui avaient à un moment donné semblé jouer un rôle de meneurs dans le groupe, semblent parfois se contenter de maintenir une façade de résistance, tout en poursuivant leurs propres intérêts dans un cadre de coopération avec les États-Unis et l'Europe. L'Inde, elle aussi, s'éloigne de ses positions de non-alignement, multipliant les accords commerciaux avec les puissances occidentales tout en jouant sur la contradiction de ses relations avec la Russie.

Le BRICS, tel qu'il existe aujourd'hui, n'est plus qu'un symbole de ce que l'on aurait voulu qu'il soit : un pôle alternatif, un équilibre des forces capable de défier l'impérialisme occidental. Mais la réalité est plus complexe, et cette adhésion des Émirats et de l'Égypte prouve que les lignes de fracture géopolitiques sont loin d'être aussi nettes qu'elles semblaient l'être.

En réalité, ces pays, tout comme certains membres des BRICS, semblent plus soucieux de défendre leur place dans un monde où les superpuissances continuent de redéfinir l'ordre international à leur avantage, plutôt que de s'engager dans une véritable remise en question du statu quo.

En somme, il semble que les BRICS, en intégrant ces deux nations qui ont montré une telle soumission aux forces impérialistes occidentales, abandonne son idéal de résistance. Ce n'est plus qu'un espace de coopération économique, sans âme, sans véritable engagement politique. La question qui me taraude désormais est la suivante : existe-t-il encore un espoir de voir un jour se constituer un bloc réellement indépendant, capable de rivaliser avec l'Occident sans être sous la coupe des grandes puissances mondiales ? À ce stade, je suis sceptique, et mes espoirs se sont dissipés dans les sables mouvants de la géopolitique contemporaine.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration

Rédaction

63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran: imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger: imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine: S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>

E-mail: infos@lequotidien-oran.com

publicite@lequotidien-oran.com

admin@lequotidien-oran.com

lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion: Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone** : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax** : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Un signal fort pour les transporteurs
Arrivée imminente

de 3000 nouveaux bus

Trois mille autobus sont en route vers l'Algérie. C'est ce qu'a rapporté, le 8 janvier 2026, le site industriel du constructeur chinois Higer Bus, précisant que des autobus haut de gamme étaient prêts à quitter les chaînes de production à destination du marché algérien.

M.Aziza

Cette opération marque une étape majeure dans la coopération algéro-chinoise dans le domaine du transport.

Selon la même source, la cérémonie de mise en service s'est déroulée en présence de délégués de l'Ambassade de la République algérienne démocratique et populaire en Chine ainsi que de représentants des clients algériens, témoignant de l'importance stratégique de cette commande.

Au total, 3.000 autobus sont concernés, comprenant des véhicules de la nouvelle série V de 8 et 11 mètres, ainsi que des autobus monocoques de 12 mètres. L'acquisition de ces équipements s'inscrit dans le cadre du « Plan national de renouvellement de 10.000 autobus », destiné à moderniser et à renforcer le parc du transport public en Algérie.

Cette avancée intervient dans un contexte marqué par le retour progressif à la normale du secteur du transport, avec la reprise de l'activité des transporteurs après les perturbations enregistrées récemment. Elle traduit également la volonté des pouvoirs publics de moderniser le parc automobile du transport public, au service des citoyens, tout en soutenant les professionnels du secteur.

Pour rappel, la loi de finances 2026 prévoit l'exonération totale des droits et taxes douanières sur les véhicules destinés au transport de voyageurs, conformément aux instructions du président de la République, dans le cadre du programme d'importation de 10.000 autobus. Il convient de rappeler en outre que le ministre des Transports, M. Saïd Sayoud, avait indiqué, en marge de l'ouverture de la 41^e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), que 4.680 bus importés seront destinés au remplacement de véhicules âgés de plus de 30 ans, tandis que 5.320 autres serviront au renouvellement partiel des bus dont l'âge varie entre 20 et 30 ans.

Le ministre a également précisé que ses services ont finalisé le recensement des anciens bus, ainsi que le choix des catégories et des

capacités des véhicules à importer, couvrant le transport urbain, suburbain, interwilayas et rural.

UNE POLITIQUE DURABLE ET INTÉGRÉE DU TRANSPORT EN COMMUN S'IMPOSE

Le président de l'Association de la protection de l'environnement et du cadre de vie (APCE), Malek Ouaddah, a salué les récentes avancées en matière de transport public, tout en appelant à un développement plus ambitieux et mieux structuré du transport en commun en Algérie.

Dans une déclaration au Quotidien d'Oran, M. Ouaddah a souligné la nécessité de faire du transport public une véritable politique nationale, reposant sur des mesures incitatives favorisant son utilisation à grande échelle. « Nous voulons que la prise en charge du transport public soit mise en œuvre comme une politique qui encourage, par tous les moyens, le recours au transport en commun », a-t-il déclaré.

Selon lui, le développement du transport collectif permettrait de réaliser d'importantes économies indirectes, notamment en matière de carburant, de pièces de rechange et de pneumatiques. Des « gains cachés considérables », a-t-il expliqué, comparativement à l'usage excessif du transport individuel, source d'embouteillages récurrents et de forte consommation énergétique. Il a ajouté que les ingénieurs des mines sont particulièrement qualifiés pour mettre en évidence les retombées économiques positives du transport en commun.

Tout en se félicitant de l'importation d'autobus et de véhicules de transport collectif « une revendication portée par l'association depuis près de cinq ans », le président de l'APCE a insisté sur la nécessité d'accompagner cette démarche par la création d'aires de stationnement adaptées. Il a mis en garde contre le stationnement anarchique des bus et des camions à proximité des habitations et au sein des cités, estimant que cette situation porte atteinte au cadre de vie et au bien-être des citoyens.

Sayoud reçoit l'ambassadeur d'Arabie saoudite

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a reçu, samedi, l'ambassadeur du Royaume d'Arabie saoudite en Algérie, Abdullah Al-Busairi, indique un com-

munié du ministère. Lors de cette rencontre, les deux parties ont évoqué "les domaines d'intérêt commun" et examiné "les moyens de renforcer la coopération bilatérale", précise la même source.

Décès de Hadj Mohamed Achour Kherrazi
Le président de la République présente ses condoléances

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé, samedi, un message de condoléances à la famille du regretté Hadj Mohamed Achour Kherrazi, l'un des notables de la wilaya d'Adrar.

"Allah Tout-Puissant a rappelé à Lui le regretté Hadj Mohamed Achour Kherrazi, l'un des notables de la wilaya d'Adrar,

reconnu pour son rôle remarquable dans la promotion du secteur du tourisme et sa contribution à la mise en valeur de la diversité naturelle et des sites archéologiques que recèle notre Sud", lit-on dans le message de condoléances du président de la République à la famille du défunt.

"En cette douloureuse épreu-

ve, je vous présente mes sincères condoléances et vous fait part de ma profonde compassion, priant Allah Tout-Puissant d'accorder au défunt Sa sainte miséricorde, de l'accueillir en Son vaste paradis et de vous prêter patience et réconfort. +A Allah nous appartenons et à Lui nous retournons+", a ajouté le président de la République.

Travaux Publics

Lancement de l'opération de maintenance du réseau routier et autoroutier



Une vaste opération de maintenance du réseau routier et autoroutier à l'échelle nationale a été lancée, samedi, en vue de fluidifier le trafic et de garantir la sécurité des usagers de la route.

Le coup d'envoi de cette opération a été donné au niveau du tunnel de Chaaoua, dans la commune de Khraicia (Alger), où les travaux de maintenance ont débuté sur plusieurs tronçons de la deuxième rocade d'Alger, entre les communes de Zéralda (Alger Ouest) et de Hammadi (Boumerdes), dans les deux sens, sur une distance d'environ 62 km.

A cette occasion, le Directeur général des infrastructures des

travaux publics au ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base, Smaïl Rabehi, a indiqué que les travaux portent notamment sur l'entretien de la chaussée, le décapage et le bitumage des couches dégradées, et la mise en place de la signalisation verticale et horizontale, soulignant que tous les moyens humains et matériels nécessaires ont été mobilisés à cet effet, dont huit (8) entreprises publiques et privées de réalisation, quelque 450 ouvriers et 60 engins de différents types.

L'opération sera progressivement généralisée sur l'ensemble du territoire national, notamment

au niveau des grands axes reliant le nord et le sud du pays, selon les explications fournies lors de la cérémonie de lancement, qui s'est déroulée en présence de cadres centraux du secteur, de directeurs d'établissements sous tutelle et des responsables des entreprises de réalisation.

Cette opération intervient en application des instructions du ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, sous la supervision du ministère, avec la participation des Directions des travaux publics des wilayas concernées et de l'Algérienne des Autoroutes (ADA).

Raïna Raïkoum
 Par Amine Bouali

Au seuil de cette nouvelle année, à l'heure où l'on formule des vœux que l'on sait

parfois improbables, je voudrais en confier un, plus intime que les autres: à l'âge qui est désormais le mien - celui de la retraite-, j'aimerais retourner à l'école.

Non pas l'école des professeurs sévères et des notes définitives, mais une école différente, débarrassée de la peur de l'échec et de la course au diplôme. Une école où l'on apprendrait à chercher sa voie, plutôt qu'à courir après une réussite coûte que coûte. Une école qui laisserait la place à l'essentiel.

Si tout était à recommencer, j'aimerais apprendre ce qui sert vraiment dans la vie : reconnaître ce qui mérite réellement mon temps et mon énergie, tirer à chaque instant des leçons du chemin parcouru, accepter mes limites, accueillir mes fragilités, sans en avoir honte. Découvrir que savoir dire stop protège parfois da-

J'aimerais retourner à l'école

vantage que vouloir plaire à tout prix. J'aimerais qu'on m'enseigne l'art de discerner, celui de tenir bon, et aussi de ne pas m'obstiner inutilement. Qu'on m'explique que certaines erreurs ne sont pas des échecs mais des détours nécessaires, et que d'autres, hélas, se répètent faute d'avoir été comprises. J'aimerais apprendre à écouter davantage les autres, et à me taire si je n'ai rien d'important à dire. Dans cette école rêvée, on apprendrait à aimer sans compter, à pardonner sans oublier, à donner le meilleur de soi sans se renier. On y apprendrait que le bonheur n'est pas une récompense à la fin du voyage, mais un cadeau de chaque instant. Peut-être que cette école n'existe pas. Peut-être aussi qu'il n'est jamais trop tard pour y entrer. Car retourner à l'école, au fond, ce n'est pas revenir en arrière: c'est accepter de continuer à apprendre, avec plus d'humilité, plus de bienveillance, et la volonté de donner du sens aux jours à venir.

USA

Trump presse les géants pétroliers de se ruer vers l'or noir du Venezuela

Donald Trump a poussé vendredi les grands groupes pétroliers à se lancer à l'assaut des vastes réserves du Venezuela, sans sembler emporter la conviction de tous les dirigeants autour de la table.

Le chef d'Etat a réuni autour de lui à la Maison Blanche des poids lourds mondiaux des hydrocarbures, beaucoup d'Américains mais aussi l'italien Eni ou l'espagnol Repsol, une semaine après l'opération militaire américaine qui a mené à la capture du président vénézuélien Nicolas Maduro à Caracas. Selon lui, ceux-ci sont prêts à investir «au moins 100 milliards de dollars» au Venezuela. «Vous aurez une sécurité totale» pour opérer, a-t-il vanté, sans préciser quelles formes prendrait cette garantie de sécurité alors qu'il a exclu une présence militaire américaine pour protéger l'activité pétrolière. Mais, a-t-il prévenu, tout se fera sous l'égide des Etats-Unis, qui décideront quelles entreprises pétrolières pourront exploiter les énormes ressources du pays.

Dans son plan, Caracas n'a pas son mot à dire. «Vous traitez directement avec nous, vous ne traitez pas du tout avec le Venezuela, nous ne voulons pas que vous traitiez avec le Venezuela», a-t-il lancé aux dirigeants du secteur.

«IMPOSSIBLE D'INVESTIR»

Parmi eux, le PDG de l'américain ExxonMobil, Darren Woods, n'entend pas se lancer à la hâte dans de nouveaux investissements. «Nos actifs ont été saisis à deux reprises dans ce pays,

vous pouvez donc imaginer que pour y revenir une troisième fois, des changements assez importants seraient nécessaires», a-t-il déclaré, estimant qu'il était «impossible d'y investir» en l'état. Cette intervention a jeté un certain froid. Dans une scène cocasse, le chef de la diplomatie, Marco Rubio, a alors fait passer à Donald Trump une note, que ce dernier a lue à voix haute, lui conseillant de redonner la parole au groupe américain Chevron. Seul à avoir gardé une licence au Venezuela, ce dernier s'est montré un peu plus enthousiaste que son rival Exxonmobil.

Son vice-président, Mark Nelson, a assuré au président Trump, friand d'engagements sans réserve dans ses projets, que la multinationale était «très impatiente d'aider (le Venezuela) à construire un meilleur avenir», mais n'a pas donné de détails plus concrets.

ExxonMobil et ConocoPhillips ont quitté le territoire en 2007, refusant les conditions de l'ancien dirigeant Hugo Chavez qui imposaient que l'Etat devienne actionnaire majoritaire des entreprises présentes dans le pays.

PRODUCTION AMORPHE

Le Venezuela dispose des plus grandes réserves prouvées de brut du monde avec plus de 300 milliards de barils, selon l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), devant l'Arabie saoudite (267 milliards) et l'Iran. Malgré cela, sa production est modeste, plafonnée à un million de barils par jour.



Elle est plombée tant par des décennies de sous-investissement que par les sanctions américaines en place depuis le premier mandat de Donald Trump.

Le brut vénézuélien est par ailleurs plus visqueux que celui extrait aux Etats-Unis, ce qui rend son raffinage compliqué, coûteux et polluant. Remettre à niveau les installations suppose d'investir des dizaines de milliards de dollars en dépit des inquiétudes sur l'instabilité politique. Washington exclut pour l'instant d'organiser des élec-

tions, préférant traiter avec la présidente par intérim, Delcy Rodríguez, à laquelle la Maison Blanche entend «dicter» toutes ses décisions. Rafael Queiroz, spécialiste du secteur pétrolier, prend l'exemple des «défaillances dans le système électrique» qui nuisent à l'industrie pétrolière pour illustrer le problème «structurel» auquel sera confronté tout investisseur potentiel au Venezuela.

«Les cinq phases de l'industrie pétrolière: l'exploration, la production, le raffinage, la commercialisa-

tion et le transport» posent problème, a-t-il souligné. Rafael Queiroz souligne enfin que les géants nord-américains ont gardé un souvenir cuisant des pertes subies dans le pays et assure qu'ils n'ont «pas confiance» dans les acteurs publics vénézuéliens. «On parle beaucoup de la taille des réserves, mais ce qui manque dans la conversation, c'est de savoir comment les extraire de manière rentable», analyse pour sa part Rich Collett-White, spécialiste énergie de la société Carbon Tracker.

Syrie

L'armée bombarde des quartiers kurdes d'Alep



L'armée syrienne a sommé samedi les combattants kurdes retranchés dans un quartier d'Alep de se rendre après avoir repris ses bombardements pour les déloger, à la suite de plusieurs jours d'affrontements impliquant cette minorité que l'Etat central peine à intégrer aux institutions. Les violences, qui ont tué au moins 21 civils depuis mardi, sont les plus graves dans cette grande ville du nord de la Syrie entre le gouvernement central et les Kurdes, une importante minorité ethnique contrôlant une partie du nord-est du

pays. Les combats ont contraint des dizaines de milliers de civils à fuir, l'ONU estimant à au moins 30.000 le nombre de familles déplacées. Un cessez-le-feu avait été annoncé tôt vendredi par les autorités, qui avaient affirmé que les combattants kurdes encerclés dans les deux quartiers de Cheikh Maqsooud et Achrafieh seraient évacués vers la zone autonome kurde.

Les autorités avaient même acheminé des cars pour évacuer les combattants, mais ces derniers ont annoncé refuser toute «reddition»

et dit qu'ils voulaient défendre leurs quartiers. L'armée syrienne a alors annoncé qu'elle reprendrait le bombardement de «sites militaires» à Cheikh Maqsooud, appelant les habitants à s'en éloigner.

Tard vendredi, un correspondant de l'AFP a signalé des bombardements à l'artillerie lourde et des tirs. «La seule option qui reste aux éléments armés dans la zone de Cheikh Maqsooud à Alep est de se rendre immédiatement, armes à la main, au poste de contrôle militaire le plus proche, en échange d'une garantie pour leur vie et leur sécurité personnelle», a averti samedi matin le ministère de la Défense, cité par l'agence officielle Sana. L'armée a averti qu'elle «traitera avec fermeté et détruira toute source de tir afin d'assurer la sécurité et la stabilité de la zone et de protéger les habitants».

EVACUATIONS

Les violences ont éclaté alors que les deux parties peinent à appliquer un accord conclu en mars pour intégrer les institutions de l'administration autonome kurde et ses forces armées, les Forces Démocratiques Syriennes (FDS), au sein du nouvel Etat. Sur Telegram, les FDS ont affirmé dans la nuit que l'armée avait attaqué avec «une importante couverture de tanks et des bombardements d'artillerie brutaux», répétant qu'ils comptaient «continuer à résister». La télévision syrienne a pour sa part accusé les Kurdes d'avoir lancé des drones sur des quartiers résidentiels d'Alep. L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a affirmé que des tirs d'artillerie de l'armée avaient tué une fillette de 10 ans, et fait état d'intenses tirs de roquettes des combattants kurdes en direction d'un aéroport militaire à l'est d'Alep.

Selon cette ONG disposant d'un vaste réseau de sources dans le pays, les combats ont fait sept morts en deux jours au sein de l'armée syrienne.

Dans la journée, l'armée avait permis aux civils désireux de fuir d'emprunter deux «couloirs humanitaires» entre 13H00 et 15H00 GMT. Un correspondant de l'AFP a vu des habitants sortir de Cheikh Maqsooud sous la pluie, chargés de bagages.

Le gouvernement syrien, via le ministère de la Religion, a indiqué avoir ouvert 20 mosquées pour accueillir 400 familles de déplacés «face à l'escalade».

EMISSAIRE AMÉRICAIN

Une source diplomatique a indiqué vendredi à l'AFP que l'émissaire américain pour la Syrie Tom Barrack était «en route pour Damas». Le ministère français des Affaires étrangères a appelé les parties «à revenir immédiatement au cessez-le-feu», indiquant que Paris comptait «se mobiliser avec ses partenaires, en premier lieu les Etats-Unis, pour parvenir au retour de la sécurité et de la stabilité à Alep, dans le cadre d'une Syrie unie, souveraine et plurielle.»

Les combats en cours sont les plus violents à Alep entre les Kurdes et les autorités syriennes depuis la chute de Bachar al-Assad en décembre 2024.

Le nouveau pouvoir islamiste s'était engagé à protéger les minorités mais a été confronté à des massacres d'alaouites sur la côte en mars et des violences avec les druzes dans le sud en juillet. «La partie gouvernementale cherche, par ces attaques, à mettre fin aux accords conclus.

Nous y sommes attachés et nous nous efforçons de les mettre en oeuvre», a déclaré à l'AFP Elham Ahmed, chargée des relations extérieures de l'administration locale kurde.

Ces violences «mettent à l'épreuve le cadre déjà fragile d'intégration entre Damas et les FDS», a estimé Nanar Hawach, de l'International Crisis Group. «Le recours à la pression militaire montre qu'on s'éloigne de la négociation technique vers des formes plus coercitives».

Bouira
Plusieurs wilayas
au rendez-vous de Yennayer

Plusieurs wilayas du pays prendront part aux festivités célébrant Yennayer 2976 dans la ville d'Ath Lak-sar (Bouira) où un riche programme cul-turel et artistique a été élaboré pour célé-brer le nouvel an amazigh, a-t-on appris samedi auprès des organisateurs.

"Les festivités célébrant le nouvel an amazigh (Yennayer 2976) à Ath Lak-sar seront marquées par la participation de plusieurs wilayas du pays comme Ghar-daïa, Alger, Tipaza, et Khenchela", a indi-

qué à l'APS le directeur de la maison de la culture Ali Zaâmour de Bouira, Mohand Zine Mekbel.

Depuis quelques jours, la ville d'Ath Lak-sar vit au rythme des préparatifs pour la célébration de Yennayer dont les fes-tivités seront lancées aujourd'hui diman-che avec une série d'expositions dédiées notamment aux bijoux et aux habits et plats traditionnels, ainsi qu'aux produits du terroir de la région.

Des produits d'artisanat, de poterie et de

tapisserie seront également exposés par les artisans des wilayas participantes à ces fes-tivités, a précisé M. Mekbel.

Des conférences sur la symbolique de Yennayer et les différentes traditions mar-quant sa célébration seront animées par des enseignants et chercheurs en langue et culture amazighes, a souligné le même responsable. Des galas artistiques, des piè-ces théâtrales et des concours sont aussi prévus dans le cadre des festivités célébrant Yennayer à Ath Lak-sar.

Tizi-Ouzou
Plus de 300 autorisations
de concessions agricoles accordées

Un total de 325 autorisations de con-cessions des terrains agricoles relevant du domaine privé de l'Etat a été accordé dans la wilaya de Tizi-Ouzou par la Com-mission de wilaya chargée de l'assainisse-ment du foncier agricole, ont indiqué ven-dredi, dans un communiqué, les services de la wilaya.

La Commission qui a reçu un total de 429 demandes de transfert du droit de jouissance en droit de concession a accor-dé 325 autorisations de concession et reje-té 55 dossiers tandis que 22 autres sont toujours en instance.

Sur les 325 dossiers acceptés par la Com-mission, 39 ont été déjà transférés à la di-

rection locale du cadastre pour le parachè-vement des procédures administratives, a ajouté la même source.

Le wali, Aboubakar Essedik Boucetta, qui a présidé jeudi une réunion de la Commis-sion lors de laquelle un exposé sur la situa-tion du foncier agricole relevant du domai-ne privé de l'Etat dans la wilaya lui a été présenté, a instruit ses services à l'effet d'ac-célérer l'achèvement de l'ensemble de ces procédures dans un délai ne dépassant pas trois semaines.

Il a également, ordonné, dans le même sillage, l'accompagnement des agriculteurs investisseurs pour la constitution et la ré-gularisation de leurs dossiers administratifs

Djelfa
Plusieurs projets réceptionnés

La wilaya de Djelfa a enregistré la ré-ception d'un nombre de projets impor-tants dans divers secteurs, inscrits au titre du programme complémentaire décidé par le président de la République, M. Abdel-madjid Tebboune, pour le développement de cette wilaya et la prise en charge des préoccupations de sa population.

Selon les autorités locales, ce program-me complémentaire doté d'une envelop-pe de 184 milliards de DA, a notamment permis la mise en service de 129 opéra-tions de développement durant l'année 2025, tandis que 276 autres projets sont en cours de réalisation à travers différen-tes communes de la wilaya.

Dans le secteur de l'éducation, la di-recton des équipements publics a enre-gistré la réception de 26 groupes scolar-es, cinq collèges d'enseignement moyen (CEM) et trois lycées, en plus de 29 can-tines scolaires et de 167 classes d'exten-sion au profit du cycle primaire. Les cy-cles moyen et secondaire ont bénéficié, eux aussi, de cinq demi-pensionnats, (4 pour le moyen et 1 pour le secondaire), tandis que les travaux se poursuivent à un rythme soutenu pour la réalisation de sept lycées, 21 CEM et 18 groupes sco-laires, traduisant la dynamique accéléré-e de ce secteur prioritaire, selon la même source. Ces réalisations sont de nature à contribuer à l'extension du parc des infrastructures éducatives et à la ré-duction de la surcharge des classes, no-tamment au niveau des grands ensem-bles d'habitations, tout en accompagnant l'extension urbaine et l'émergence de nouveaux pôles urbains, notamment à Djelfa, et dans les deux nouvelles wilayas de Messaad et Ain Ouessara. Dans le domaine de l'énergie, les projets de rac-cordement à l'électricité et au gaz, récep-tionnés en 2025, ont notamment profité à 12.008 foyers raccordés au réseau électrique, pour une enveloppe globale de plus de six milliards de DA contre 9.255 logements raccordés au réseau de gaz naturel, pour un montant de 4,6 mil-liards de DA.

Ces projets ont contribué à une amélio-ration sensible du cadre de vie des popu-

lations, notamment dans les régions con-nues pour leur climat rigoureux en saison hivernale, tout en accompagnant l'expan-sion urbaine. Par ailleurs, plus de 12.000 exploitations agricoles ont été raccordées au réseau électrique, en coordination avec la direction des services agricoles, dans le cadre de la stratégie des pouvoirs publics visant à renforcer la production agricole et à soutenir les opérateurs du secteur, a indiqué le directeur local de la distribution de l'électricité et du gaz, Amira Essedik.

Ces projets ont concerné plusieurs com-munes de la wilaya, notamment celles à vocation céréalière et les régions où les agriculteurs s'orientent vers l'extension des surfaces irriguées pour la production de la pomme de terre, de l'oignon, des légumes et des arbres fruitiers, en s'appuyant sur l'énergie électrique et les systèmes moder-nes d'irrigation. Dans le secteur de la san-té, la wilaya de Djelfa a réceptionné des projets de réhabilitation et de mise à ni-veau d'établissements sanitaires et hospi-taliers à El Birine et au chef-lieu de wi-laya, dont le service des urgences médico-chirurgicales et l'hôpital mère-enfant.

Des établissements sanitaires ont été également dotés d'équipements spéciali-sés pour l'hémodialyse et renforcés par 14 ambulances médicalisées.

Selon le directeur des équipements pu-blics chargé des projets du secteur, l'année 2025 a vu le lancement des travaux de réa-lisation de cinq hôpitaux de 60 lits et de deux autres de 120 lits, à travers plusieurs communes. Des instructions ont été, en outre, données en vue de réduire les délais de livraison, ces projets étant jugés priori-taires. Selon les responsables du secteur de la santé, ces projets permettront de combler le déficit en infrastructures et en équipements, tout en améliorant la quali-té du service public de santé.

Pour rappel, la wilaya de Djelfa avait bénéficié en 2024 de la réalisation d'un

auprès des services agricoles et l'Office na-tional des terres agricoles de la wilaya.

L'opération d'assainissement du foncier agricole s'inscrit, rappelle la même source, "dans les efforts de l'Etat visant à protéger le foncier agricole et à garantir son exploi-tation optimale, en vue de contribuer à la réalisation de la sécurité alimentaire du pays". Elle se décline, notamment, à tra-vers le recensement et l'inventaire de l'en-semble des terres agricoles relevant du do-maine privé de l'Etat, l'identification des su-perficies non exploitées et susceptibles d'être récupérées, la régularisation de la si-tuation des exploitants effectifs et leur inté-gration dans l'activité économique.

hôpital anti-cancer, sur décision du prési-dent de la République.

Par ailleurs, le secteur des travaux pu-blics a enregistré en 2025 la réception de plusieurs projets de réhabilitation de rou-tes nationales, de wilaya et communales, ainsi que le lancement d'un projet majeur d'élargissement de la route à double voie N1 sur le tronçon reliant le chef-lieu de wilaya à Hassi Bahbah, sur 50 km, pour un montant de plus de six milliards de DA.

Dans le domaine de l'hydraulique, plu-sieurs forages profonds réalisés et équi-pés ont été mis en service à Djelfa en 2025, de même que la station de pom-page de la commune de Medjbara, des-tinée à renforcer l'alimentation en eau potable du chef-lieu de wilaya. Les ca-pacités de distribution d'eau ont égale-ment été consolidées à Zâafrane, grâce à la réalisation de trois forages profonds et d'ouvrages de stockage, selon le di-recteur du secteur, Ahmed Metane. Le programme complémentaire comprend également 20 opérations portant notam-ment sur la réalisation, l'équipement et l'électrification de 25 forages, la pose de conduites de transfert et de distribution sur 155 km, ainsi que l'extension des ca-pacités de stockage dans plusieurs com-munes. Leur mise en œuvre a débuté en 2025, selon la même source.

Les responsables du secteur ont souli-gné que les projets hydrauliques consti-tuent un maillon important dans la dy-namique du développement de la wilaya de Djelfa, dont plusieurs communes sont confrontées à des difficultés en matière d'approvisionnement régulier en eau potable, dues principalement à l'insuffi-sance de la mobilisation des ressources de manière à satisfaire la demande, ce qui a conduit à en faire une priorité dans le programme complémentaire, dont les premiers jalons commencent à donner des résultats concrets.

Blida
Deux blessés dans
un accident de la route

Deux personnes ont été blessées dans un accident de la route survenu, vendredi soir, dans la wilaya de Blida. L'accident s'est produit aux alentours de 21h30 lorsque 3 voitures se sont percutées, sur la route nationale numéro 29, devant le marché des fruits et légumes, commune et daïra de Bougara. Les blessés, dont un dans un état sérieux, âgés de 10 et 28 ans, ont été secourus et transportés à l'hôpital local. R. N.

Constantine
Les enseignants
des classes
d'alphabétisation
formés à
la numérisation

Quatre sessions de formation sur la nu-mérisation, destinées aux enseignants des classes d'alphabétisation, ont été organi-sées à Constantine, au titre de la saison sco-laire 2025-2026, a-t-on appris samedi auprès du directeur par intérim de l'annexe de wi-laya de l'Office national d'alphabétisation et d'enseignement pour adultes (ONAEA), Sa-lah Benchaâbane. Premières du genre à l'échelle locale, ces formations qui ont été lan-cées depuis la fin du mois de décembre der-nier, s'inscrivent dans le cadre d'un program-me tracé par les services de cet office, portant célébration de la Journée arabe de l'alphabé-tisation (8 janvier), a précisé le même respon-sable, dans une déclaration à l'APS.

Pas moins de 230 enseignants répartis sur 321 classes d'alphabétisation relevant des 12 communes de la wilaya, ont bénéficié de ces formations ayant pour objectif d'in-tégrer les outils numériques dans l'ensei-gnement des adultes, en utilisant des mé-thodes actives pour développer les com-pétences de lecture, d'écriture et de calcul, tout en rendant l'apprentissage plus adap-té aux styles d'apprentissage visuels et audi-tifs, a-t-il indiqué.

Ces sessions de formation visent à mo-derniser les programmes, à soutenir les ap-prenants en difficulté et à réduire l'analphabétisme dans un monde numérisé selon la même source, soulignant que "l'impact de l'alphabétisation numérique sur l'appren-tissage", "l'intégration des technologies dans le curriculum scolaire d'alphabétisa-tion", "les défis de l'alphabétisation numé-rique dans les zones rurales et les mécani-smes de l'alphabétisation numérique", sont les thèmes qui ont été débattus.

L'annexe de l'ONAEA de Constantine a procédé à la numérisation des contenus pé-dagogiques d'alphabétisation, depuis la nouvelle rentrée d'octobre dernier, dans le cadre de l'introduction des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans le processus d'enseignement, a rap-pelé, M. Benchaâbane, ajoutant qu'une plateforme numérique comportant des données sur les modalités d'accès aux clas-ses d'alphabétisation, les inscriptions et les résultats trimestriels, a été mise en place.

Constantine et Sétif
12 personnes
intoxiquées
au monoxyde
de carbone

Douze personnes intoxiquées au mo-noxyde de carbone ont été sauvées par les éléments de la protection civile dans deux interventions distinctes menées dans les wilayas de Constantine et Sétif, durant les dernières 24 heures.

A Constantine, les services de la protec-tion civile sont intervenus hier aux environs de 8h00 pour secourir une famille victime d'une intoxication au monoxyde de carbone émanant d'un chauffe-eau, dans la nouvelle ville "Ali Mendjeli", commune et daïra de Khroub. Six personnes âgées de 03 à 52 ans, présentant des difficultés respiratoires ont été secourues sur place et transférées à l'hôpital local. La veille, à 21h28, les pompiers de Sétif ont porté secours à 6 autres personnes in-toxiquées par le monoxyde de carbone éma-nant d'un chauffe-eau, au lieu-dit Tercia Ben Jdour - Ain Mous, commune et daïra de Sé-tif. Les victimes âgées de 02 à 48 ans et souf-frant de nausées et de difficultés respiratoi-res ont reçu les premiers secours sur place avant d'être transportées à l'hôpital local.

R. N.

Horaires des prières pour Alger et ses environs				
22 rajab 1447				
El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
06h29	12h56	15h32	17h54	19h17



Horaires des prières pour Constantine et ses environs				
22 rajab 1447				
El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
06h15	12h42	15h19	17h41	19h04



Projet relevant du programme sectoriel 2026 Lancement d'une étude pour la réadaptation de la RN11

Une étude vient d'être lancée par la direction des Travaux publics pour la réhabilitation et l'actualisation de la RN11.

Selon un diagnostic préliminaire, une section de 20 km, soit les deux tiers du tracé de cette desserte autoroutière reliant Oran et Arzew, est concernée par ce projet, doté d'une enveloppe budgétaire de 600 millions de DA.

Houari Saaïdia

Il s'agit en fait que d'une première étape d'un processus plus consistant et étalé dans le temps, et donc forcément beaucoup plus coûteux, visant à mettre à jour et à actualiser les paramètres et le profil de cette liaison autoroutière, de bout en bout, afin qu'elle réponde aux exigences du trafic enregistré actuellement. L'étude lancée dans le cadre de cette opération relève d'un vaste programme du secteur local des TP au titre de l'année 2026, avec une enveloppe budgétaire globale dépassant les 6 milliards de DA. Ce plan ambitieux, inscrit dans la stratégie de développement local, vise à renforcer les infrastructures routières de la wilaya d'Oran et à soutenir les axes économiques stratégiques du territoire. Parmi les projets majeurs, figure la réhabilitation et la modernisation de la route reliant l'autoroute Est-Ouest à la fin du tronçon Oran-Aïn Témouchent, une artère vitale pour le transport de marchandises et la mobilité régionale. Cette opération bénéficie d'un budget de 2,5 milliards de DA. Autre chantier d'envergure : la réalisation d'une trémie sur le 4^{ème} boulevard périphérique, doté d'une enveloppe estimée à 1,4 milliard de DA, censé fluidifier la circulation sur l'un des axes les plus congestionnés de la région.

Pour revenir à la RN11, il faut dire que le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il était grand temps d'opérer un tel réajustement sur cette voie tant celle-ci se trouve fortement dépassée par l'ampleur du flux qu'elle dessert tant bien que mal, non sans d'innombrables points noirs. De plus en plus disproportionné avec les besoins de mobilité réels, le réseau routier reliant la région d'Arzew au chef-lieu de la wilaya requiert une vraie mise à niveau. Confrontée en plus à une usure prononcée due à l'augmentation des flux, la vieille RN11 est au bord de l'asphyxie. Supportant la quasi-totalité du trafic, cette desserte n'en peut plus. Elle a fort besoin de voies alternatives Oran-Arzew pour se décompresser pour le plus grand bien de la région Arzew-Bethioua-Gdyel. Il est temps pour les pouvoirs publics de prendre la mesure de la situation et de passer à l'acte par la levée du gel sur les pro-

jets mis en veilleuse ou, si besoin est, concevoir une nouvelle liaison routière pour interconnecter les deux pôles d'Oran et d'Arzew.

VERS UN STATUT DE WILAYA DÉLÉGUÉE POUR ARZEW

Et ce d'autant que cette dernière daïra aspire à un statut de wilaya déléguée par le biais d'un (éventuel) décret présidentiel à venir, et ce pour se donner des moyens de gestion et de développement plus efficaces et, en tout cas, bien plus consistants que ceux du mode APC qui l'a enfoncée dans une position incongrue. Le moins qu'on puisse dire, c'est que le réseau routier n'a pas suivi au pas cadencé le développement socio-économique de la région d'Arzew. C'en est même le maillon faible si l'on pousse l'analyse. Avec en tout et pour tout une liaison routière « coaxiale », qui de plus est vétuste et saturée, en guise de trait d'union avec le chef-lieu de wilaya, la zone d'Arzew reste plutôt mal desservie. Totalement redessinée dans les années 1980, la section propre à la wilaya d'Oran de la RN11 (Alger-Oran), qui pour l'histoire a mis du temps à être réalisée en entier avant d'être promue au rang de Route nationale n°11, et ce avec la création d'un grand évitement à double voie de Bethioua, Arzew, Hassi Mefsoukh et Gdyl, a été « collée » ensuite avec l'ex-CW32 (reclassé RN11 à cet effet) entre Gdyl et Oran. Depuis, on a beau retoucher cette RN11 par petits tronçons intermittents, cette liaison autoroutière est aujourd'hui au bord de la saturation et ne répond plus aux normes, y compris sécuritaires, si bien qu'elle assure près de 90% du trafic Oran-Arzew. Et ce n'est pas par hasard que cette route soit l'un des axes les plus meurtriers à l'échelle nationale. Et l'un des plus dangereux aussi, potentiellement du moins, du fait qu'il s'agisse d'un trajet de transit à grand flux pour le transport d'hydrocarbures par camion-citerne.

MANQUE D'ENTRETIEN

Le rapport dressé dernièrement par la commission APW d'aménagement du territoire et du transport, consacrant un grand chapitre à l'état des lieux du réseau de

la partie Est de la wilaya, est une preuve de plus -si besoin est- de la disproportion de cette connexion par rapport aux paramètres géographiques, démographiques et économiques du territoire qu'elle dessert. Le document de cette commission n'a fait que consigner les carences relevées dans le circuit routier intramuros et extramuros de la zone Gdyl-Bethioua-Arzew, sur le plan entretien seulement, en prenant soin d'y insérer un ensemble de recommandations pour y remédier. Mais, en vérité, le mal est bien plus profond. En ce sens que les multiples points faibles du réseau routier desservant ce périmètre étendu ne peuvent être tous traités rien que par des opérations PCD ou autres sous l'intitulé : réhabilitation et thèmes corollaires. Ce dont a besoin cette partie du corps de la wilaya, notamment son centre névralgique Arzew-Bethioua, ce sont des projets structurants en matière d'accessibilité. Si la voie ferrée est passée à la grande vitesse avec les projets dernièrement réalisés, ceux en cours et ceux projetés à court et moyen termes, la voie routière, elle, traîne le pas, se contentant d'actions de raccommodage.

PROJETS EN MODE «GELE»

Faute de projets structurants donc en matière de connexion routière, Arzew et villes alentours (Sidi Benyebka, Bethioua, Aïn El Bia, Mers El Hadjadj...), pôle pétrochimique inclus, est desservie au strict minimum, voire bien en deçà. Le gel qui frappe toujours le projet de la liaison entre le port d'Arzew et l'autoroute Est-Ouest et, dans un moindre degré, celui de la voie littorale Arzew-Oran via Cap Carbon et Kristel (Corniche Est), n'arrange en rien la situation. Ficelée depuis plus de 15 ans et remise depuis au fond d'un tiroir, l'étude de la pénétrante autoroutière devant relier la ville d'Arzew et son port à l'autoroute Est-Ouest, appelée sommairement pénétrante du port d'Arzew, n'est pas près de revoir le jour. Bien qu'il relève du Schéma directeur routier et autoroutier 2005-2025, élaboré par le ministère des Travaux publics dans le cadre du plan national d'aménagement du territoire, ce projet structurant fait encore et toujours les frais de l'austérité budgétaire.

Dangers liés à la saison hivernale Vaste campagne de prévention et de sensibilisation

J. Boukraa

Dans le cadre de la campagne nationale de prévention contre les dangers liés à la saison hivernale, les actions de sensibilisation se poursuivent à travers la wilaya d'Oran. A cet effet, la Direction de la Protection civile de la wilaya d'Oran, représentée par l'unité secondaire d'Arzew, a organisé ce vendredi une campagne de sensibilisation et de prévention en coordination avec la Direction des affaires religieuses et des wakfs.

Cette opération s'est déroulée au niveau de la mosquée Omar Ibn Al-Khattab, où les agents de la Protection civile ont profité du rassemblement des fidèles pour transmettre des messages de prévention essentiels, notamment face aux risques accrus durant la période hivernale.

La campagne a été principalement axée sur la prévention des risques d'asphyxie et d'intoxication au monoxyde de carbone, communément appelé « le tueur silencieux ». A cette occasion, plusieurs conseils et orientations ont été présentés afin d'alerter les citoyens sur

les dangers liés à une mauvaise utilisation des appareils de chauffage et des équipements fonctionnant au gaz. Les intervenants ont insisté sur l'importance de l'aération régulière des habitations, de l'entretien périodique des appareils de chauffage et des chauffe-eau, ainsi que sur la nécessité de faire appel à des professionnels qualifiés pour l'installation et la maintenance des conduits d'évacuation des gaz brûlés. Ils ont également rappelé les signes avant-coureurs d'une intoxication au monoxyde de carbone et les gestes à adopter en cas de suspicion.

A travers cette initiative, la Protection civile réaffirme son engagement à protéger les citoyens et à réduire le nombre d'accidents domestiques, en misant sur la sensibilisation et la prévention comme principaux moyens de lutte contre les risques hivernaux.

Ces campagnes se poursuivront dans différents quartiers, lieux publics et établissements afin de toucher le plus grand nombre de citoyens et de promouvoir une véritable culture de prévention au sein de la société.

Fermée après des éboulements rocheux Réouverture de la voie d'évitement Mers El Kébir-Aïn El Turck

J. Boukraa

La route d'évitement entre la commune de Mers El Kébir et Aïn El Turck a été rapidement dégagée et rouverte à la circulation suite à un glissement de terrain accompagné de chutes de pierres, survenu tôt dans la matinée du vendredi et ayant entraîné sa fermeture temporaire.

L'intervention a mobilisé la Protection civile, la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale, la Direction des travaux publics - subdivision d'Aïn El Turck, ainsi que les agents de la régie communale, permettant l'évacuation des pierres et des amas de terre dans des délais courts. Dès les premières minutes ayant suivi l'incident, le

chef de daïra d'Aïn El Turck et le président de l'Assemblée populaire communale de Mers El Kébir se sont rendus sur les lieux afin de constater la situation, évaluer les dégâts et superviser les opérations sur le terrain.

Après constat, il a été décidé de ne pas activer le plan communal de secours, la situation étant maîtrisée. Aucun dégât matériel ni perte humaine n'a été enregistré. A l'issue des travaux de dégagement et de sécurisation, la circulation a repris normalement et en toute sécurité.

Les autorités locales ont souligné l'importance de la vigilance et de la coordination entre les différents services afin d'assurer la sécurité des usagers de la route.

Etablissements pénitentiaires Clôture du programme de formation des médecins de différentes spécialités

Des cycles de formation d'une durée de huit mois, organisés par le CHU d'Oran, au profit de 23 médecins exerçant dans différents établissements pénitentiaires de la wilaya, ont été clôturés jeudi, a-t-on appris auprès de la cellule de communication de ce centre. Ces formations couvrant plusieurs spécialités médicales, notamment la médecine interne, la cardiologie, la pneumologie et la gastrologie, ont été organisées dans le cadre des conventions liant les ministères de la Santé et de la Justice, visant à renforcer la coopération institutionnelle et à développer la formation des ressources humaines.

A cette occasion, une cérémonie a été organisée en l'honneur des médecins bénéficiaires, en présence de cadres des secteurs de la Santé et de la Justice.

Le directeur du Centre hospitalier universitaire d'Oran, Madjid Achouri, a souligné que la formation continue des médecins exerçant dans les établissements pénitentiaires constitue un pilier essentiel pour l'amélioration de la

qualité des soins de santé au sein de ces structures. Le même responsable a indiqué que ce type d'initiatives contribue à renforcer la performance professionnelle des médecins en milieu carcéral et à élever le niveau des services de santé fournis, en adéquation avec la politique reformatrice et humaniste adoptée par l'Etat dans la gestion des établissements pénitentiaires. Ce programme de formation représente une étape importante pour le soutien des compétences médicales exerçant dans les établissements pénitentiaires et leur permet d'acquérir des connaissances et des expertises scientifiques actualisées. Il contribue également à l'amélioration de la qualité des soins de santé dispensés aux détenus, dans le cadre de la consécration du principe du droit à la santé pour tous les membres de la société, reflétant ainsi l'engagement de l'Etat à garantir les meilleurs services de santé dans toutes les conditions, a conclu le responsable.

Lutte contre le commerce des stupéfiants 4 dealers arrêtés, kif, cocaïne et psychotropes saisis

K. Assia

Les éléments de la 1^{ère} circonscription de la police judiciaire de la sûreté d'Oran ont réussi à démanteler un réseau composé de quatre dealers et ce après l'exploitation des informations concernant leur

activité de commercialisation des stupéfiants.

Les investigations ont révélé que les mis en cause utilisaient leurs domiciles comme lieu de stockage et de vente de drogue.

Quatre individus ont été appréhendés dans le cadre de cette affaire et

une quantité de 100 gr de kif, 100 gr de cocaïne et 885 comprimés psychotropes de marque Pregabaline 300 mg ont été saisis à l'issue de cette opération qui entre dans le cadre de la lutte contre la commercialisation et le trafic des stupéfiants.

Les enquêteurs ont aussi récupéré une moto qui leur servait à se déplacer et à écouler le produit prohibé. Ils ont été présentés au tribunal d'Es-Sénia et placés sous mandat de dépôt.

Horaires des prières pour Oran et ses environs

22 rajab 1447

El Fedjr
06h35

Dohr
13h10

Assar
15h49

Maghreb
18h08

Icha
19h36



Tlemcen

Plus de 1,5 milliard de dinars pour les routes

Une enveloppe financière estimée à 1 milliard et 540 millions de dinars a été consacrée, dans la wilaya de Tlemcen, à l'aménagement et à l'entretien de plusieurs routes au titre de l'année en cours, a-t-on appris, samedi, auprès de la direction des Travaux publics.



Les travaux, dont le lancement est prévu durant le trimestre en cours, permettront le renforcement de la route nationale RN 22 B reliant les communes d'Ouled Mimoun et Sebdo, à travers deux tronçons, dont le premier sur une distance de 9 km et le second sur 19 km. Ils concernent également l'entretien du chemin de wilaya CW 101 entre les localités de "El Massamda" et "Colonel Abbes", dans la commune de Maghnia, sur 12 km, ainsi que le CW 45 reliant la commune d'Amieur à la localité de "El Ghanaina", sur 8 km, selon la même source.

Il est également prévu le lance-

ment des travaux de renforcement de la route nationale RN 22 A reliant la commune de Remchi à l'aéroport international Messali El Hadj, sur une distance de 4 km, ainsi que ceux de la route nationale RN 98 reliant la commune de Zenata à la route nationale RN 35.

Par ailleurs, plusieurs projets inscrits au titre du programme 2025 sont actuellement en cours de réalisation et devront être réceptionnés durant le trimestre en cours. Il s'agit notamment du renforcement de la RN 35 sur 19 km, l'entretien du chemin vicinal reliant la localité d'El Bordj à la commune de Beni Snous

sur 3 km, du chemin de wilaya CW 71 entre les communes de Beni Snous et Aïn Youcef sur 8 km, ainsi que du CW 2 reliant les localités de Bouhassoune et Ahfir, dans la commune d'Aïn Ghoraba, sur 5 km.

Ces opérations comprennent également la maintenance d'un ouvrage d'art sur le chemin de wilaya CW 46 à Beni Bahdel, ainsi que l'aménagement d'un giratoire sur la route nationale RN 35 au niveau de la localité de Sidi Bounouar, dans la commune de Remchi. Une enveloppe financière globale de 1 milliard et 250 millions de dinars a été allouée à ces projets, a-t-on indiqué.

le de Beni Snous, Yamina Maâkal.

Les femmes cousent également le costume traditionnel spécifique à la célébration de Yennayer, richement décoré de couleurs et de fils de différentes tailles, et l'accompagnent de bijoux traditionnels en argent. Selon Mme Maâkal, ce costume est porté par les fillettes afin de prendre des photos souvenirs.

De son côté, la directrice du centre d'interprétation du costume traditionnel de Tlemcen, Rachida Amer, a indiqué que ce costume traditionnel est confectionné en soie blanche et brodé de fils multicolores.

Autrefois brodé à la main, il est aujourd'hui réalisé à l'aide de machines spéciales. Il est accompagné d'un tablier, d'une ceinture, pièce de tissu qui entoure et recouvre la robe, ainsi que du burnous et de bijoux en argent. Elle a souligné que le centre valorise et préserve ce type de costume en l'exposant parmi les tenues traditionnelles qui incarnent l'identité algérienne dans la salle d'exposition de cet édifice culturel.

A l'occasion de Yennayer, le centre organise également une manifestation visant à faire connaître les principales pièces de ce costume traditionnel, ainsi qu'une célébration symbolique durant laquelle femmes et jeunes filles sont habillées de ces tenues et photographiées afin d'encourager la préservation de ce patrimoine matériel, selon la même source.

Mostaganem

Des projets de plus d'un milliard de dinars pour les communes de Bouguirat

Les quatre communes de la daïra de Bouguirat (Bouguirat, Sirat, Safsaf et Souafli) ont bénéficié de nouveaux projets de développement pour une enveloppe financière globale estimée à 1,1 milliard de dinars, ont indiqué, samedi, les services de la wilaya de Mostaganem.

La même source a précisé que ces opérations de développement, au nombre de 92, sont financées dans le cadre de différents programmes et ont été inscrites au programme de développement de l'année en cours, pour une enveloppe budgétaire globale de 1 milliard et 114 millions de dinars.

Ce programme vise à améliorer les réseaux vitaux et le cadre de vie des citoyens, notamment au niveau des villages et des zones reculées des quatre communes de la daïra, a-t-on expliqué.

Dans ce contexte, il est prévu la réalisation et la réhabilitation des réseaux d'assainissement sur une distance totale estimée à 20 kilomètres, ainsi que la modernisation des réseaux d'eau potable sur 10 kilomètres, en plus de la réalisation d'un nouveau réservoir d'eau afin d'améliorer l'alimentation des populations en cette ressource vitale.

Au cours de l'année en cours, il sera également procédé à l'entretien des routes et à l'ouverture de pistes à travers le territoire des quatre communes sur une distance totale estimée à 60 ki-

lomètres. Outre ces opérations, il y a lieu de citer également l'aménagement urbain de neuf zones et agglomérations, le raccordement de cinq villages au réseau électrique, ainsi que le raccordement d'une zone d'extension urbaine au gaz naturel, ajoute la même source.

La daïra de Bouguirat avait déjà bénéficié, l'année dernière, de 133 projets de développement pour une enveloppe financière globale avoisinant 1 milliard et 190 millions de dinars, destinés principalement à la prise en charge des besoins de la population, ainsi qu'au soutien des secteurs de l'éducation, de la santé et des ressources en eau.

Dans ce cadre, le secteur de l'éducation s'est renforcé, durant l'actuelle saison scolaire, par la réalisation de trois écoles primaires, en plus d'opérations de réhabilitation et d'équipement de cantines scolaires et d'établissements éducatifs, dans le cadre de 38 projets d'une valeur de 93 millions de dinars, ont fait savoir les services de la wilaya.

Le secteur de la santé a également connu une amélioration notable, à travers l'équipement d'un service de dialyse à l'hôpital de Bouguirat, la réhabilitation de la polyclinique de la commune de Sirat et d'une autre à Safsaf, ainsi que la mise en service d'une salle de soins au village de Chaïbia relevant de la même collectivité locale, a-t-on indiqué.

Tindouf

Avancement notable du projet de la ligne ferroviaire minière Ouest

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, M. Abdelkader Djellaoui, a inspecté, vendredi, plusieurs nouvelles gares ferroviaires en cours de réalisation dans la wilaya de Tindouf, dans le cadre du projet de la ligne ferroviaire minière Ouest, qui relie les wilayas de Bechar, Beni Abbes et Tindouf. A cette occasion, le ministre s'est intéressé à l'avancement des travaux sur le chantier de la gare d'Oum El Assel, dont la réalisation est désormais presque achevée.

La délégation ministérielle a ensuite effectué, à bord d'une locomotive ferroviaire dédiée aux essais techniques, le trajet entre la gare d'Oum El Assel et celle de Tindouf, dans le cadre des tests préliminaires en vue des essais officiels programmés le 14 janvier, en coordination avec la Société nationale des transports ferroviaires, avant la mise en exploitation de la ligne.

Dans une déclaration à la presse, M. Benrabie Abdelchafi, directeur du projet de la ligne ferroviaire minière Ouest Bechar-Gara Djebilet, a souligné que ces essais techniques illustrent les

avancées significatives réalisées dans le cadre de ce projet stratégique, grâce à l'implication des compétences nationales.

Il a précisé que le tracé concerné s'étend sur environ 950 km et que les travaux progressent à un rythme soutenu sur l'ensemble des tronçons, assurant ainsi la continuité complète de la ligne ferroviaire entre Bechar et Gara Djebilet. Le responsable a ajouté que 22 km d'ouvrages d'art ont déjà été réalisés, et que sept gares ferroviaires ont été finalisées, s'étendant d'El Abadla à H'maguir, en passant par Tabelbala, Hassi Khebbi, Oum El Assel, la gare de Tindouf et celle de Gara Djebilet.

Ces réalisations témoignent de l'avancement notable du projet, a souligné M. Benrabie relevant que le succès des essais techniques constitue un indicateur positif de l'état de préparation de cette infrastructure stratégique, qui bénéficie d'un suivi rigoureux et de la mobilisation des compétences nationales, conformément à la vision de l'Etat visant à développer les infrastructures, renforcer le réseau ferroviaire et soutenir l'investissement minier.

El Bayadh

Quatre personnes intoxiquées au monoxyde de carbone

Les services de la protection civile sont intervenus, vendredi après-midi, pour secourir 04 personnes intoxiquées par le monoxyde de carbone émanant d'un chauffe-eau, au lieu-dit Immeubles de type promotionnel aidé,

commune et daïra d'El Bayadh. Les quatre personnes intoxiquées, âgées de 02 à 34 ans, souffrant de nausées et de difficultés respiratoires ont été secourues sur place avant d'être transportées à l'hôpital local. **R.N.**

Beni Snous à l'heure du Carnaval «Ayrad»

Le carnaval "Ayrad" est l'une des traditions et pratiques culturelles que les habitants de Beni Snous, dans la wilaya de Tlemcen, continuent de préserver afin de célébrer l'avènement du Nouvel An amazigh (12 janvier), exprimant ainsi leur optimisme quant à l'abondance et à la prospérité des productions agricoles au cours de l'année.

La ville de Beni Snous est réputée pour ce carnaval, dont l'origine remonte à 1250 ans avant J-C. Il porte plusieurs appellations à travers les 12 régions relevant de la commune de Beni Snous, la plus connue étant "Iradia El Kobra" (la grande Iradia), a indiqué à l'APS le professeur Abdelkrim Benaïssa du département des arts de l'Université Abou Bekr Belkaid de Tlemcen.

Il a ajouté que ce carnaval est incarné par les jeunes de la région qui confectionnent, plusieurs jours avant la célébration du Nouvel An amazigh, des masques représentant des animaux, qu'ils portent lors des défilés organisés dans la nuit du 12 janvier, accompagnés de spectacles de rue à caractère quasi théâtral dans les ruelles et les quartiers de Beni Snous, appelés "Iradia des ruelles". D'autres rituels ont lieu à l'intérieur des maisons, appelés "Iradia Taddart" où l'architecture permet aux participants d'entrer dans la cour et de se pro-

duire dans le patio, tout en racontant des histoires, récits et anecdotes liés à cette occasion.

M. Benaïssa a précisé que ces jeunes se déguisent en lion, lionne et lionceau, sortent dans les rues pour danser et chanter au rythme de la derbouka et du bendir, tout en entonnant des chants populaires propres à cette fête, tels que "Taha El Leil Hallou Babkom", "Cheblalak" et "Reblalak", des expressions amazighes répétées dans cette ambiance festive.

Les festivités annuelles à Beni Snous se distinguent également par la préparation de plats traditionnels comme le "cherchem", composé d'un mélange de blé et de fèves, le couscous aux légumes, le "berkoukes à l'khliâ", ainsi que des plats chauds adaptés au froid de cette période de l'année, en plus du trid, du msemen, du baghrir, du mbesses et d'autres spécialités.

Les tables sont également ornées de la galette sucrée, appelée "El Ghrissa", garnie d'un œuf en son centre, ainsi que de différentes variétés de fruits secs et de noix servant à la préparation de la "Tbibqa", un plat confectionné à base d'alfa dans lequel sont mélangées toutes sortes de fruits secs. Un nourrisson de la famille est placé au centre, en signe de bon augure et de bénédiction, a expliqué à l'APS la présidente de l'association de la femme rura-

CAN-2025 : Algérie- Nigeria (0-2)

La fin d'un parcours honorable



L'aventure de la sélection algérienne de football dans l'édition 2025 de la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2025) s'est arrêtée samedi soir, après sa défaite en quarts de finale contre le Nigeria (0-2, mi-temps 0-0). Les buts des Super Eagles ont

été inscrits par Victor Osimhen, d'une tête piquée à la 47e, et Akor (57e), après une action collective, qui l'avait envoyé face à face avec le gardien algérien, Luca Zidane.

Le Nigeria rejoint ainsi en demi-finale le Maroc, qui a battu le Cameroun vendredi (2-0). De son

côté, le Sénégal s'est qualifié après avoir vaincu le Mali (1-0).

Désormais, les hommes de Vladimir de Petkovic vont penser à préparer le prochain grand rendez-vous, la Coupe du monde prévue du 11 juin au 19 juillet 2026 aux Etats-Unis, Mexique et Canada.

CAN 2025

Cameroun, la première victime de jeu de coulisses

De nombreux consultants étrangers ont vivement critiqué la prestation de l'arbitre directeur mauritanien et de la VAR, estimant qu'ils n'étaient pas à la hauteur de l'événement et qu'ils avaient injustement lésé le Cameroun. En effet, selon plusieurs analystes, les 'Lions indomptables' ont été privés d'un penalty flagrant en faveur de Mbeumo, après le contact avec Massina (68'). Plusieurs observateurs ont pointé du doigt la prestation des arbitres de la vidéo assistance à l'Assistance Vidéo à l'Arbitrage. Aussi, les décisions de l'arbitre mauritanien Dahane Beida ont suscité la polémique et provoqué une controverse lors de ce quart de finale. Plusieurs décisions contestées ont relancé le débat, ainsi que l'absence de recours à la VAR,

laissant planer le doute et suscité de vives réactions, tant sur les réseaux sociaux que dans les médias sportifs. Certains estiment que cette erreur potentielle a privé les Camerounais d'une occasion majeure de revenir dans le match. L'incident soulève une nouvelle fois des interrogations sur la cohérence et l'efficacité de la vidéo dans les moments décisifs. Ce qui explique le climat tendu autour de l'arbitrage, bien avant ce match. D'ailleurs, sur une vidéo devenue virale, on aperçoit Samuel Eto'o, président de la Fédération camerounaise de football, présent dans la tribune présidentielle du Stade Prince Moulay Abdellah de Rabat, se lever pendant le match et faire des gestes avec les bras, comme pour contester une décision arbitrale. La légende camerounaise semble se

tourner vers le président de la CAF, Patrice Motsepe, et son homologue marocain, Fouzi Lekjaa, assis à quelques sièges de lui, qui semblent l'ignorer. Il n'est pas précisé à quel moment du match cette vidéo a été tournée. Une chose est sûre : Cameroun-Maroc n'a pas manqué de polémiques arbitrales en raison d'un penalty non sifflé.

En somme, la veille du match, suite à une réclamation du Maroc, la CAF avait procédé à un changement dans la désignation de l'arbitre du match, le Mauritanien Dahane Beida remplaçant l'Egyptien Amin Omar et Fouzi Lekjaa a eu ce qu'il voulait. Car, de nombreux spécialistes ont souligné que les décisions de l'arbitre mauritanien ont eu un impact direct sur le déroulement de la partie.

M. Z.

Ligue 1 (15^e journée)

La JSK se relance, l'USMA et le CRB déçoivent, l'ESM vers le purgatoire

La JS Kabylie est-elle devenue l'équipe la plus imprévisible de cette première moitié du championnat de la ligue 1 ? Pour cette dernière journée de la phase-aller, la JSK a parfaitement choisi le moment pour réagir après avoir traversé une période délicate, difficilement maîtrisable. A la faveur du succès face au CRB, que l'on croyait capable de sauter l'obstacle kabyle, les 'Jaune et Vert' grimpent à la 4^e place. Une performance à mettre en grande partie au crédit de leur gardien de but Gaya Merbah, tout simplement époustouflant, et logiquement désigné homme du match. Du côté du Chabab, ce revers met fin à une belle série et lui fait surtout manquer l'occasion de s'installer seul à la deuxième place. C'est le fait saillant de ce dernier round de la phase-aller dominé par le MCA, leader toujours aussi souverain, fort de ses 12 points d'avance. Mais, lors de ce match à Chlef, le MCA n'a pas su faire respecter la hiérarchie en se contentant d'un

nul décevant face à une équipe courageuse de l'ASO qui a failli créer la sensation. Un résultat insuffisant pour l'ASO Chlef, engluée dans le groupe des clubs menacés par la relégation. Pour sa part, l'USMA a laissé ses supporters sur leur faim après avoir été contrainte au partage des points par le MCO qui a réussi à arracher un bon point. A Constantine, le CSC a su tirer profit de l'avantage du terrain et du soutien de son public pour empocher la mise face à la JS Saoura grâce à un but signé Dib, dans les toutes dernières minutes de la partie. Trois précieux points qui permettent aux 'Sanafirs' de grimper à la 6^e place, aux côtés de leurs adversaires du jour. En bas du tableau, le choc des mal-classés MCEB-ESM s'est achevé en faveur du Mouloudia d'El Bayadh qui a attendu la dernière journée de la phase-aller pour enregistrer sa première victoire de la saison. Quant à l'Espérance, elle a sérieusement hypothéqué ses chances de maintien

puisqu'elle accuse à présent un retard de 7 points sur le premier non relégable, à savoir l'ESS. Cette dernière a été tenue en échec chez elle par une vaillante formation du PAC. Menés à deux reprises au score, le Paradou est parvenu à rétablir l'équilibre et empocher un précieux point face à l'Entente, toujours à la recherche de son équilibre. Même score (2-2) entre l'O. Akbou et l'ES Ben Aknoun, au stade du 20 Août. Le nouveau promu, le MB Rouissat, quant à lui, a réalisé une excellente opération après avoir disposé de l'USM Khenchela. A noter que le championnat observera une trêve jusqu'à la fin du mois de janvier, afin de laisser place à la Super coupe d'Algérie, prévue le 17 janvier entre le MCA et l'USMA. La phase retour reprendra lors de la semaine des 23 et 24 janvier, avec une journée amputée de deux rencontres concernant les clubs engagés dans les compétitions continentales interclubs.

M. Zeggai

Polémiques sur l'arbitrage Quand le pouvoir se transforme en carte blanche

Ce qui s'est passé lors des matches CRB-JSK et USMA-MCO suscite bien des interrogations. Au stade du 5 Juillet, le MCO a été privé d'un penalty sur une main, pourtant évidente d'un joueur usmiste. Sur cette action, l'arbitre n'a même pas jugé utile d'aller consulter la VAR. Une action lourde en conséquence qui a influencé sur le résultat du match. Lors du match CRB-JSK, le match a failli sortir de son cadre sportif avec les nombreuses contestations des joueurs du Chabab et leur staff technique en raison de la prestation de l'arbitre. Ceci sans parler des autres équipes, comme la JSK, l'ESM ou le CSC, qui ont été lésés par l'arbitrage. Ces pratiques, qui semblent dépasser les limites autorisées par les règles, remettent en question l'équité et l'intégralité des rencontres, et soulèvent des interrogations. Aujourd'hui, ces décisions arbitrales commencent à susciter de vives critiques, certains observateurs estiment que certains arbitres exploitent les prérogatives du règlement pour diriger les matches

à leur guise, allant jusqu'à influencer le résultat d'un match. Alors, qui protège ces arbitres ? Et à quels desseins ? Sinon, comment expliquer qu'en dépit de leurs erreurs flagrantes, certains arbitres sont intouchables ? Si le règlement est clair et identique pour tous, son interprétation demeure manifestement variable d'un arbitre à l'autre, nourrissant l'incompréhension des clubs et des staffs techniques. La disparité dans les décisions soulève de nombreuses interrogations sur l'arbitrage dans le championnat national, notamment sur les situations dites déterminantes. Une réalité qui relance, une fois de plus, le débat sur la nécessité d'une intervention des responsables à la veille de la phase retour, car le jeu est en train de perdre son âme. Aujourd'hui, les décisions ne servent plus le mérite, mais les calculs.

Et à ce moment-là, ce n'est pas seulement un match qui est faussé, c'est la confiance de tout un public qui s'effondre. C'est la triste réalité et c'est dommage.

R.S.

Valse des entraîneurs

Un phénomène qui perdure

Ces mouvements traduisent l'instabilité persistante des clubs. Plusieurs techniciens ont été limogés, confirmant un phénomène, désormais récurrent, dans nos différents championnats. A peine un mois et demi après sa nomination, Mustapha Biskri et son staff adjoint ont été remerciés par la direction. Une décision brutale qui laisse planer le doute sur la stabilité et la vision du club. Une telle précipitation est rare et interpelle sur les véritables raisons de ce choix. Avant lui, la direction de l'US Biskra a mis fin aux fonctions de l'entraîneur Azziz Abbès, au moment où son équipe occupe la première place de la Ligue 2, groupe Centre-Est. A cet effet, les responsables de l'USB auraient, selon notre source, trouvé un accord avec Nadir Leknaoui pour prendre les destinées de l'équipe. Cette décision intervient dans le cadre de la volonté de la direction du club de redynamiser son équipe et de viser l'accession.

A noter également la rupture du contrat à l'amiable du coach Manaa Mohamed avec la JS Djijel. Là, on

annonce la nomination de Lotfi Boudraâ, l'ex-driver de la JS Saoura comme nouveau responsable technique de la barre technique. Le nouvel entraîneur est désormais chargé de redresser la situation et de guider les Verts vers de meilleurs résultats. A Annaba, Zaoui Samir, présenté comme le sauveur, n'a pas tenu longtemps après avoir été limogé pour insuffisance de résultats.

Pour sa succession, la direction des Bônois a jeté son dévolu sur Mohamed Benchouia, l'ancien entraîneur du NAHD. En ligue 1, de nombreux techniciens sont sur la sellette. Il s'agit du technicien allemand du CRB, Saed Ramovic, qui est devenu indésirable au Chabab. A l'USMA, Abdelhak Benchikha est devenu de nouveau la cible des supporters des 'Rouge et Noir'. Au Mouloudia d'Oran, les jours semblent comptés pour le coach espagnol Juan Carlos Garrido puisque les inconditionnels du MCO exigent un changement radical du staff technique en raison des résultats, jugés inappropriés avec les ambitions du club.

M. Z.

Les Verts de l'Europe

Mercato : Rafik Guitane sollicité

L'international algérien, Rafik Guitane, auteur d'une bonne première moitié de saison avec Estoril Praia, attise l'intérêt de certains clubs, à commencer par le FC Porto. Selon plusieurs sources concordantes, les dirigeants des Dragôes ont inscrit le profil de Guitane sur leur liste de priorités pour renforcer les couloirs offensifs et voient en l'Algérien un joueur capable de répondre à ces

exigences. Cependant, un éventuel transfert dès cet hiver ne s'annonce pas simple. L'O. Marseille suit également de très près l'évolution du joueur et garde un œil attentif sur sa situation. Cette concurrence pourrait compliquer les plans du FC Porto, d'autant plus qu'Estoril n'est pas forcément disposé à se séparer facilement de l'un de ses éléments les plus en vue en pleine saison.

Benhattab prêté à Reims

Le Stade de Reims a officialisé le prêt de Yassine Benhattab, ailier offensif de 23 ans, en provenance du FC Nantes, jusqu'à la fin de la saison, avec une option d'achat à la clé. Un renfort qui s'inscrit clairement dans la volonté du club champenois de consolider son secteur offensif dans la course à la montée.

Après une première moitié de saison contrastée en Ligue 1, le joueur n'a pas toujours bénéficié de la continuité nécessaire pour exprimer plei-

nement son potentiel. Ce prêt apparaît donc comme une opportunité idéale pour retrouver du temps de jeu et de la confiance. Aujourd'hui, le Stade de Reims mise sur ses qualités de créativité et de vivacité pour dynamiser son animation offensive. Deuxième de Ligue 2 après 18 journées, le club marnais affiche de grandes ambitions et voit en Benhattab un joueur capable d'apporter une réelle plus-value dans la dernière ligne droite de la saison.

L'Occident n'est pas prêt pour un monde multipolaire

PAR GEMMA CHENG⁽¹⁾
DENG⁽²⁾
ET JIM O'NEILL⁽²⁾

1- Doctorante au King's College de Londres et co-auteur (avec Kerry Brown) de *China Through European Eyes: 800 Years Of Cultural And Intellectual Encounter* (World Scientific Publishing Europe, 2022).
2- Ancien ministre britannique des Finances et ancien président de Goldman Sachs Asset Management.

Les États-Unis ont redéfini leur rôle mondial autour d'un ensemble plus restreint de priorités fondamentales, mettant l'accent sur la revitalisation industrielle, la résilience des chaînes d'approvisionnement et la concurrence stratégique, tout en signalant que leurs alliés traditionnels doivent assumer une plus grande responsabilité pour leur propre sécurité et leur prospérité économique.

Dans le même temps, l'Union européenne avance des propositions de politique industrielle – telles que l'exigence que les biens essentiels contiennent jusqu'à 70 % de composants provenant de l'UE – qui reflètent une profonde inquiétude face à la dépendance, à la vulnérabilité et à la perte de contrôle. Mais une réflexion plus fondamentale est nécessaire, tant en Europe qu'au Royaume-Uni.

L'ère de la domination stratégique occidentale est révolue. Les chaînes d'approvisionnement, autrefois considérées comme des actifs commerciaux neutres, sont désormais des instruments de pouvoir, et les décisions en matière de technologie, de commerce et d'investissement sont désormais indissociables des questions de sécurité nationale, de stabilité sociale et de coût de la vie. Pourtant, trop souvent, les politiques occidentales oscillent entre posture

LONDRES - La publication de la stratégie de sécurité nationale de l'administration Trump marque un tournant décisif pour les États-Unis et l'Occident.

morale et intervention défensive, au lieu de promouvoir une stratégie cohérente à long terme.

La vision du monde qui a suivi immédiatement la fin de la guerre froide considérait la domination économique de l'Occident comme un signe que tous les pays convergeraient vers son modèle libéral. Cela s'est avéré incorrect. Ce à quoi nous sommes confrontés aujourd'hui n'est pas une perturbation passagère, mais une transformation structurelle : le passage d'un système largement unipolaire à un ensemble d'arrangements plus fragmentés, contestés et multipolaires. Dans ce contexte, la question centrale pour l'Occident n'est pas de savoir comment restaurer un ordre en déclin, mais comment agir de manière crédible et responsable dans un ordre où l'influence doit être partagée.

Ce défi est parfaitement illustré par la montée en puissance des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), auxquels se sont récemment ajoutés l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Éthiopie, l'Indonésie et l'Iran. Bien que souvent considéré comme un simple contrepoids symbolique au G7, le groupe BRICS+ reflète une réalité matérielle plus profonde. Ses membres représentent une part croissante de la population mondiale, de la production économique, de la production et des ressources naturelles.

De plus, les deux plus grands membres, la Chine et l'Inde, sont tout sauf des participants périphériques au système international. Ils sont au cœur d'une économie mondiale en mutation, avec ses chaînes d'approvisionnement, ses écosystèmes technologiques et ses sources d'énergie en constante évolution. La domination de la Chine dans le traitement des terres rares

et son leadership dans les énergies renouvelables soulignent les limites de toute stratégie occidentale fondée sur l'exclusion. Jusqu'à présent, les réponses occidentales à la croissance de la Chine restent largement réactives, le « dérisquage » servant de principe organisateur. Mais si cette impulsion est compréhensible, la gestion des risques n'est pas une grande stratégie.

Une approche plus efficace consisterait à commencer par une réévaluation honnête des intérêts. Pour la Grande-Bretagne, l'UE et les États-Unis, cela signifie dépasser les débats abstraits (souvent présentés comme « valeurs contre pragmatisme ») pour affronter les compromis réels qui façonnent l'élaboration des politiques. Les préoccupations liées à la dépendance et à la sécurité doivent être mises en balance avec les inquiétudes concernant l'accessibilité financière, la durabilité des mesures de réduction des risques et la cohésion sociale nationale.

Les entreprises européennes gèrent souvent ces tensions de manière pragmatique, en s'approvisionnant en technologie là où elle est la plus compétitive. Par exemple, pour rester viable, la Deutsche Bahn, l'opérateur ferroviaire public allemand, s'est approvisionné auprès du fabricant chinois BYD pour une petite partie (environ 5 %) de sa nouvelle flotte de véhicules électriques. Mais même cette décision a suscité des critiques de la part des syndicats.

Ces tensions ne peuvent être ignorées, elles doivent être gérées. Les pays occidentaux ont besoin d'une hiérarchisation rigoureuse des priorités, et non d'une pureté doctrinale. Les principes fondamentaux tels que l'État de droit, la souveraineté nationale et les droits de l'homme doivent continuer à fixer des limites claires à l'en-

gagement, mais ils ne peuvent se substituer à la stratégie. La coopération avec des États fonctionnant selon des systèmes politiques différents est inévitable dans des domaines allant du changement climatique et des normes technologiques à la finance et au développement mondial. Pré-tendre le contraire ne fait que réduire la marge de manœuvre de l'Occident.

Les déclarations morales sans plan crédible pour concilier les valeurs et la dépendance matérielle finissent par nuire à la crédibilité à l'étranger et au consentement à l'intérieur du pays. La tâche à accomplir n'est ni le confinement ni le découplage, mais un engagement sélectif guidé par des intérêts clairement définis. Les préoccupations en matière de sécurité nécessitent des limites et des garanties, mais elles ne justifient pas le désengagement. Dans un système multipolaire, l'influence s'exerce non seulement par la restriction, mais aussi par la participation, la définition de l'ordre du jour et la capacité à façonner les règles là où les intérêts se recoupent.

À mesure que de nouvelles formes de multilatéralisme émergent, l'Occident doit investir beaucoup plus dans la compréhension de l'économie politique et des motivations stratégiques des puissances émergentes. Cela nécessite de dépasser les discours motivés par la peur et de renforcer les capacités d'analyse et l'expertise pertinente en matière de politique. Si les gouvernements occidentaux continuent à réagir au coup par coup, en réagissant à chaque choc au fur et à mesure qu'il se produit, ils perdront leur capacité à façonner les résultats et les tendances mondiales.

L'ère multipolaire exige un changement de mentalité. Le choix pour l'Occident n'est pas de savoir s'il faut partager le pouvoir, mais comment façonner ce partage. L'alternative est une posture réactive qui augmente les coûts au niveau national et érode progressivement l'influence à l'étranger.

Contre l'euro-pessimisme

PAR HAROLD JAMES

Professeur d'histoire et d'affaires internationales à l'université de Princeton, est l'auteur, plus récemment, de *Seven Crashes: The Economic Crises That Shaped Globalization* (Yale University Press, 2023).

Alors que de nombreux pays de l'UE se replient sur eux-mêmes, une renaissance politique européenne est-elle encore possible ?

À première vue (et peut-être même à deuxième et troisième vue), les perspectives semblent sombres. Au cours de l'année écoulée, l'Europe est devenue un hybride inconvenant : un punching-ball et une risée. La stratégie de sécurité nationale (NSS) de l'administration Trump affirme avec dédain que l'Europe est confrontée à une « effacement civilisationnel », et le président russe Vladimir Poutine décrit les dirigeants européens comme des « petits cochons ». Bien que la Chine utilise un discours plus sympathique, exhortant l'Europe à collaborer pour préserver le multilatéralisme, les principaux dirigeants européens, tels que le président français Emmanuel Macron et la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, estiment que les déséquilibres commerciaux de la Chine détruisent l'industrie européenne.

De plus, les problèmes budgétaires de l'Europe contribuent à sa faiblesse politique. Le rejet récent par la Belgique d'un projet visant à utiliser les avoirs gelés de la banque centrale russe pour soutenir l'Ukraine est peut-être défendable sur le plan juridique, mais il semble également constituer un nouvel exemple de l'incapacité de l'Europe à aller jusqu'au bout.

PRINCETON - À l'aube de cette nouvelle année, il est difficile d'être optimiste à propos de l'Europe. La plupart des pays du monde méprisent ce continent, et l'administration du président américain Donald Trump affiche ouvertement son mépris pour l'Union européenne.

Pourtant, l'histoire nous donne des raisons d'espérer. Ce n'est pas la première fois que l'Europe se trouve dans une situation aussi vulnérable. Le sentiment de désespoir et d'épuisement était encore plus profond à la fin des guerres napoléoniennes, après les révolutions manquées de 1848 et à la suite des catastrophes et des horreurs des deux guerres mondiales du XXe siècle. De nombreux Européens ont abandonné leur continent et sont partis s'installer ailleurs.

Au milieu du XIXe siècle, des écrivains et anthropologistes allemands tels que Joseph von Eichendorff se sont intéressés à la manière dont l'engouement de l'Europe pour le progrès se heurtait à sa culture de la nostalgie, créant ainsi une stagnation. Le continent tout entier était fatigué et malade, rongé par une douleur existentielle – le Weltschmerz. De même, dans sa condamnation de l'accord politique conclu après la Première Guerre mondiale, l'économiste John Maynard Keynes a vu les signes avant-coureurs. Citant le drame tolstoïen de Thomas Hardy sur l'époque napoléonienne, *The Dynasts*, il a reconnu qu'« il ne reste rien / Que la vengeance ici parmi les forts / Et là parmi les faibles, une rage impuissante ».

À chaque fois, cependant, l'Europe s'est réinventée en réimaginant ce que le monde pourrait être. Parfois, cela signifiait poursuivre agressivement un empire ou précipiter de nouvelles crises qui nécessiteraient l'intervention d'une Amérique isolationniste. Mais cette réinvention a parfois conduit à des avancées plus positives, les plus réussies ayant eu lieu après 1945.

Il est courant, surtout avec le recul, de

dire qu'une conception étroite de la réussite matérielle a façonné l'ordre européen d'après-guerre, la connectivité économique et la prospérité sous-tendant la stabilité politique. Mais cette interprétation ignore le radicalisme de l'époque. Derrière la création d'une nouvelle Europe se cachait une vision politique nouvelle et profondément différente, dont le général Charles de Gaulle est le meilleur exemple.

Si la pensée gaulliste est souvent réduite à une vision de la patrie, l'Europe des patries, cette description ne lui rend guère justice. De Gaulle a apporté une perspective fondamentalement nouvelle à la politique européenne, après avoir longuement réfléchi à l'antagonisme franco-allemand, à la défaite de la France en 1940 et à la capitulation de l'élite militaire et politique française. Il a compris que seule la réconciliation des deux parties permettrait de refermer une blessure profonde. La France ne pouvait se reconstituer politiquement sans une Allemagne politiquement reconstituée.

La même logique sous-tend la recherche d'une solution à la menace sécuritaire russe aujourd'hui. Le renforcement des capacités de défense de l'Europe est une réponse au défi immédiat, mais il ne garantira pas nécessairement une stabilité durable. Pour cela, il faut rejeter la logique des sphères d'influence qui anime à la fois la nouvelle stratégie de sécurité nationale de Trump – avec sa réaffirmation frappante de la doctrine Monroe (désormais appelée « doctrine Donroe ») pour l'Amérique latine – et le manifeste de Poutine de 2021, « Sur l'unité histori-

que des Russes et des Ukrainiens ». Ces deux documents reflètent une obsession pour les revendications historiques, Poutine remontant au baptême de Saint Vladimir, à la Rus' de Kiev et à la menace que représentait pour la Russie la République des Deux Nations au début de l'ère moderne.

Mais il n'y a aucune raison de croire que les Américains ou les Russes souhaitent véritablement s'engager dans les doctrines étranges et extrêmement coûteuses de leurs dirigeants actuels. En fait, un mouvement de rejet se développe déjà aux États-Unis, où la sphère publique, toujours ouverte, est le théâtre de débats houleux sur la corruption de l'administration, ses politiques étrangères transactionnelles, ses expulsions inhumaines et ses crimes de guerre.

Il est également possible d'imaginer une nouvelle Russie. Bien que la nature répressive du régime de Poutine rende difficile l'évaluation de l'opinion réelle, les signes sont là pour ceux qui savent les repérer. Prenons, par exemple, l'accueil enthousiaste réservé à la réinterprétation du roman *Le Maître et Marguerite* de Mikhaïl Boulgakov par le cinéaste russo-américain Michael Lockshin. Avec plus de six millions d'entrées en Russie, ce film est l'un des plus rentables de l'histoire du pays. Les versions américaine et russe de la politique de puissance insistent sur le fait qu'une menace militaire nécessite une guerre et une mobilisation nationale. Dès que la menace supposée perdra son emprise sur l'opinion publique, les régimes qui s'appuient sur elle perdront leur emprise sur le pouvoir. Hardy a posé la bonne question : « Pourquoi la volonté pousse-t-elle à agir de manière si insensée ? » S'il a conclu que tout était détruit, qu'il ne restait « rien », un renversement de situation est toujours possible. Ceux qui semblent faibles peuvent encore offrir une meilleure alternative que la vengeance insensée et destructrice des forts.

Le tournant industriel audacieux du Brésil

SÃO PAULO - Pour beaucoup dans les pays en développement, le Brésil est une rare lueur d'espoir dans un paysage mondial autrement sombre. Avec son homologue sud-africain Cyril Ramaphosa, le président Luiz Inácio Lula da Silva fait partie des rares dirigeants mondiaux à avoir tenu tête au président américain Donald Trump avec dignité et un certain succès.



PAR JAYATI GHOSH

professeur d'économie à l'université du Massachusetts à Amherst, est membre de la Commission d'économie transformationnelle du Club de Rome et coprésidente de la Commission indépendante pour la réforme de la fiscalité internationale des entreprises.

Le Brésil a réussi à faire annuler certaines des mesures les plus punitives de Trump, malgré son manque de pouvoir de négociation par rapport à des pays comme la Chine. Les droits de douane de 40 % qu'il avait imposés sur les exportations agricoles brésiliennes, par exemple, ont été discrètement supprimés sans aucune concession de la part du Brésil. De même, les sanctions absurdes imposées par les États-Unis à l'encontre du juge Alexandre de Moraes, président de la Cour suprême brésilienne qui a présidé la condamnation de l'ancien président Jair Bolsonaro, ont été levées sans tambour ni trompette.

À l'heure où de nombreux gouvernements à travers le monde reviennent sur leurs engagements en matière de climat, le Brésil redouble d'efforts en faveur de la décarbonisation. Depuis son retour au pouvoir, Lula a accéléré les efforts visant à freiner la déforestation et a annoncé des plans visant à tripler la capacité des énergies renouvelables et à doubler l'efficacité énergétique d'ici 2030.

Même dans ce que beaucoup considèrent comme un troisième mandat moins ambitieux, et malgré les contraintes imposées par une forte opposition au Congrès, l'administration Lula a lancé plusieurs réformes importantes. Elle a notamment simplifié le système fiscal brésilien et remédié à certaines de ses caractéristiques les plus régressives, même s'il reste encore beaucoup à faire pour le rendre véritablement progressif.

La politique industrielle de Lula, lancée au début de l'année 2024, marque une rupture nette avec l'approche axée sur le marché qui a dominé la politique économique récente, proposant à la place un programme de réindustrialisation axé sur des missions et structuré autour de six domaines prioritaires. Au-delà du renforcement des chaînes d'approvisionnement agro-industrielles grâce à une mécanisation accrue, le programme vise à augmenter la part des médicaments, vaccins et équipements médicaux produits localement dans la consommation nationale, et à améliorer le bien-être urbain grâce à des investissements dans les infrastructures durables, l'assainissement et la mobilité.

Le programme vise également à accélérer la numérisation des entreprises productives et à renforcer les capacités technologiques dans les secteurs émergents. Il a pour objectif de réduire les émissions de carbone de 30 % d'ici la fin 2026 en recourant davantage aux biocarburants, une stratégie qui soulève toutefois certaines inquiétudes. Enfin, la politique industrielle de Lula marque un changement majeur dans la stratégie de sécurité nationale du Brésil. Afin de renforcer l'autosuffisance en matière de production de défense, le gouvernement s'est fixé l'objectif ambitieux de produire localement la moitié des technologies de défense essentielles du pays.

Lula prévoit de faire avancer ces priorités grâce à une combinaison d'investissements publics et privés, dont environ 300 milliards de reais (54 mil-

liards de dollars) de dépenses publiques sur trois ans. Le programme de réindustrialisation s'appuie également sur des marchés publics stratégiques pour encourager la production et l'approvisionnement nationaux, ainsi que sur des lignes de crédit spéciales, des réformes réglementaires et des modifications des lois sur la propriété intellectuelle.

À première vue, les conditions macroéconomiques semblent favorables, même dans un contexte d'incertitude mondiale et de pressions tarifaires américaines. Le chômage a baissé à 5,4 %, l'inflation est tombée en dessous de 4,5 % et le Brésil continue d'afficher un excédent commercial, même si le déficit courant s'élève à environ 2,5 % du PIB. De plus, le pays n'a pratiquement aucune dette en devises étrangères.

Malgré cela, de nombreux économistes restent profondément pessimistes quant aux perspectives économiques du Brésil. Lors d'une récente conférence économique à São Paulo, rares étaient ceux qui croyaient que la désindustrialisation prématurée qui a marqué l'économie brésilienne au cours des dernières décennies pouvait être inversée. Ce pessimisme est moins lié aux conditions extérieures qu'à la politique monétaire et budgétaire. Le taux d'intérêt de référence du Brésil, le Selic, est l'un des plus élevés au monde, à 15 %, et il ne s'agit là que du taux de base à partir duquel les autres taux d'intérêt sont calculés. Le taux d'intérêt réel du pays, à 9,4 %, n'est surpassé que par celui de la Turquie. Étant donné qu'il est difficile d'imaginer que des projets d'investissement privés puissent être viables à de tels niveaux, il n'est guère surprenant que le taux d'investissement du Brésil reste obstinément bas, à environ 18 % du PIB. Les taux d'intérêt élevés persistent non pas parce qu'ils sont rationnels sur le plan économique, mais en raison de choix politiques. Depuis le début des années 2000, les gouvernements progressistes successifs ont conclu un

pacte faustien avec les banques privées et les investisseurs financiers, tolérant des rendements exceptionnellement élevés en échange de la stabilité politique et financière nécessaire pour mener des politiques sociales progressistes limitées. Le fait qu'une part importante de la dette publique brésilienne soit détenue par des non-résidents, même si elle est libellée en reais, intensifie encore les craintes de fuite des capitaux. Les flux transfrontaliers de capitaux étant peu contrôlés, la politique de change est souvent utilisée pour freiner l'inflation en limitant les pressions sur les prix à l'importation. Mais la combinaison de taux d'intérêt élevés et d'une appréciation de la monnaie érode également la compétitivité des entreprises brésiliennes et décourage précisément le type d'investissements productifs que la nouvelle politique industrielle du gouvernement entend stimuler.

Les taux d'intérêt élevés pèsent également lourdement sur les finances publiques. Les paiements d'intérêts sur la dette ont représenté entre un quart et un tiers des dépenses publiques totales au cours de la dernière décennie, une part extrêmement élevée, d'autant plus que la dette publique du Brésil, qui s'élève à environ 85 % du PIB, est modeste par rapport aux normes internationales. Le Brésil consacre aujourd'hui environ 6 % de son PIB au service de sa dette, soit plus que tout autre pays du G20. En revanche, le Japon, dont la dette publique représente 252 % du PIB, ne consacre que 0,1 % de son PIB au paiement des intérêts, tandis que même l'Argentine, pourtant fortement endettée (sa dette s'élève à 154 % du PIB), ne paie que 2,4 %. Ces contraintes auto-imposées ne sont pas seulement le résultat de négociations politiques. Elles reflètent également les restrictions imposées à l'autonomie politique nationale qui découlent de l'exposition aux marchés financiers mondiaux. En ce sens, le Brésil offre un autre exemple révélateur de la manière dont la mondialisation financière a compromis les objectifs de développement des pays à revenu intermédiaire.

Le triple dividende de l'économie bleue

SAN DIEGO/OSLO - Lorsque les investisseurs évaluent où placer leur argent, ils se posent plusieurs questions fondamentales sur la nature de l'opportunité, ses risques, et le rendement attendu. Dans le domaine des océans, c'est la réponse à cette dernière question qui fait le moins de doute : l'investissement dans une économie bleue résiliente et durable produit d'immenses bénéfices environnementaux, sociaux et financiers.

PAR PETER
BRYANT⁽¹⁾ ET
SINDRE ØSTGÅRD⁽²⁾

⁽¹⁾ Directeur du programme Océans au sein de la plateforme d'investissement à impact Builders Vision.
⁽²⁾ Associé directeur chez We Are Human, une société de capital-risque axée sur l'impact, et siège aux conseils d'administration de 2050.do ainsi que du Crown Prince of Norway Fund for Future Generations.

Historiquement, l'océan a toujours été considéré comme une ressource librement accessible, que nous pouvions exploiter pour la pêche, forer, polluer, et en fin de compte oublier. Cette vision obsolète est à la fois dangereuse et coûteuse. Principaux puits de carbone de la planète, réserves de biodiversité, et régulateurs du climat, les océans sous-tendent les systèmes alimentaires, la croissance économique et la stabilité météorologique. La promotion de solutions régénératrices des océans nous protège ainsi contre l'instabilité systémique, en préservant les plus puissantes forces stabilisatrices de la Terre.

Actifs économiques pourtant productifs, dont la valeur ne cesse de croître, les écosystèmes marins sains demeurent largement sous-évalués. Selon le rapport de l'OCDE intitulé L'économie de la mer à l'horizon 2050, l'économie bleue a doublé en termes réels entre 1995 et 2020, contribuant durant cette période à hauteur de 2 600 milliards \$ au PIB mondial, et employant plus de 100 millions de personnes. S'ils constituaient un État, les océans se démarqueraient comme la cinquième puissance

économique mondiale. Les secteurs marins qui renforcent la résilience – énergies renouvelables offshore, aquaculture durable, séquestration du carbone, ou encore technologies bleues – sont voués à enregistrer une croissance rapide.

Conscients que les océans constituent le prochain horizon de l'innovation et de l'adaptation au climat, les investisseurs tournés vers l'avenir joueront un rôle déterminant. Sans action urgente, cette opportunité risque de nous échapper. Selon un rapport du Fonds mondial pour la nature, en collaboration avec l'Ocean Risk and Resilience Action Alliance et Metabolic, la poursuite de la dégradation des océans pourrait mettre en péril jusqu'à 8 500 milliards \$ de valeur pour 66 % des sociétés cotées en bourse au cours des 15 prochaines années. La pêche commerciale, l'immobilier côtier, le tourisme, les infrastructures maritimes et les ports figurent parmi les secteurs les plus exposés. Une trajectoire plus durable pourrait réduire ce risque à hauteur de plus de 5 100 milliards \$.

Face aux risques liés au climat et à la biodiversité, les investisseurs ont tendance à couvrir leurs pertes ainsi qu'à clôturer leurs positions, ce qui provoque des ralentissements de marché. Ils ne profitent par conséquent pas encore de l'opportunité de plusieurs milliards de dollars qu'offre une économie bleue régénérative. Moins de 0,01 % du total des investissements, moins de 1 % des financements philanthropiques internationaux, et moins de 1 % de l'aide publique au développement sont consacrés à l'économie des océans. Les financements par capital-risque sont également très insuffisants : à titre d'exemple, les startups spécialisées dans les énergies marines renouvelables ont perçu seulement 300 millions \$ en 2023, alors que le développement à grande échelle des éoliennes flottantes,

ainsi que de l'énergie des vagues et des marées, nécessitera un investissement annuel d'environ 32 milliards \$, si nous entendons atteindre nos objectifs d'émissions d'ici 2050.

Il n'est pas difficile d'imaginer un avenir dans lequel des marchés sains, des communautés côtières prospères et des écosystèmes océaniques florissants créeraient un cercle vertueux.

La production durable de produits de la mer ne sera possible que si les habitats sont protégés contre la pollution industrielle, si la pêche de poisson sauvage et l'aquaculture sont pratiquées de manière responsable, et si le comportement des consommateurs s'adapte. Les investisseurs se heurtent malheureusement au « mur de la transition » – ce décalage entre les attentes de rendement à court terme et la création de valeur à long terme. Les capitaux institutionnels sont actuellement contraints par des horizons de sept à dix ans, et par des structures prudentes face au risque.

Dans ce contexte, les particuliers fortunés, dont le patrimoine atteindra 90 500 milliards \$ en 2024, constituent une base d'investisseurs inexploités. On s'attend à ce que les baby-boomers transfèrent 83 000 milliards \$ à leurs enfants et petits-enfants au cours des deux prochaines décennies, ce qui transformera la répartition des actifs. Bon nombre de ces personnes font appel à des gestionnaires de patrimoine, qui sont idéalement positionnés pour déployer ces capitaux sur l'ensemble du spectre – des investissements philanthropiques jusqu'aux placements à rendement de marché – et qui disposent des outils ainsi que de la souplesse nécessaires pour générer des rendements tout en favorisant un changement positif dans l'économie bleue.

Au mois de juin, le Blue Economy and Finance Forum de Monaco, événement spécial organisé dans

le cadre de la troisième Conférence des Nations Unies sur les océans, a démontré l'attractivité des projets positifs pour les océans.

La Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques qui s'est tenue à Belém, au Brésil, a capitalisé sur cette dynamique, en présentant encore davantage les océans comme des régulateurs essentiels du climat, et comme une opportunité majeure d'investissement.

Pour saisir cette opportunité, nous devons mettre en place l'architecture fondamentale du financement des océans : soutien en phase précoce, instruments de réduction des risques, et nouveaux modèles d'entreprise alignant les investissements sur le potentiel régénérateur des océans.

Nous avons besoin de structures de financement mixtes, de capitaux concessionnels et de véhicules sur mesure, au service des investisseurs sur l'ensemble du continuum – de la philanthropie jusqu'à l'institutionnel.

La préservation des océans de la planète ne constitue pas seulement un impératif moral, mais également une stratégie financière judicieuse. L'investissement dans la résilience des océans est un filet de sécurité pour l'avenir, pas un coût irrécupérable. Ceux qui agiront les premiers façonneront les instruments, définiront les normes, et en récolteront les fruits.

Des océans en bonne santé, c'est une planète en bonne santé, qui constitue le fondement de toute valeur économique.

La principale question que les gestionnaires de capitaux doivent par conséquent se poser – qu'il s'agisse de gestionnaires de patrimoine, d'organisations philanthropiques, de fonds de pension ou d'autres véhicules d'investissement privés – est de savoir comment s'exposer à l'économie bleue.

France

40 questions, 80% de bonnes réponses: les étrangers à l'épreuve du nouveau test civique

«*Quand a été signé le traité de Maastricht fondateur de l'Union européenne?»*», «*Quel océan borde la côte ouest française?»*», «*Que doit faire un employeur pour fixer un salaire?»*» A la sortie des centres d'examen, des étrangers évoquent les questions du test civique désormais indispensable pour s'installer en France.



Certains avaient repéré les lieux la veille, d'autres arrivent avec une demi-heure d'avance: en cette première semaine de janvier, une quinzaine de candidats traversent l'arrière-cour d'un immeuble des beaux quartiers de Paris, direction le centre d'examen agréé par le ministère de l'Intérieur. En 45 minutes, ils devront répondre à 40 questions à choix multiples: 28 théoriques mêlant histoire, géographie, culture, système institutionnel et politique, et 12 relevant de «mises en situation». Ce sont «les plus difficiles», rapportent les candidats rencontrés. Score minimum à atteindre ? 32/40. Depuis le 1er janvier,

outre un examen de langue et de nombreux autres documents administratifs concernant leur durée de présence en France et leurs ressources, les étrangers demandant pour la première fois un titre de séjour pluriannuel (deux à quatre ans), une carte de résident (dix ans) ou la naturalisation doivent valider un test civique, dont le niveau a été adapté à chacune de ces procédures.

«C'était plus ou moins ce que j'avais révisé, mais il y avait des questions étranges et assez difficiles», s'étonne Lassana, Malien employé dans une grande banque qui vit depuis dix ans en France. Titulaire d'un titre de séjour temporaire qui expire

en février, le jeune homme candidat à une carte de résident n'a pas hésité sur le nom de la chaîne montagnaise qui sépare la France de l'Espagne, les dates de la Première Guerre mondiale, ou la région française la plus peuplée. Mais le titulaire d'un bac +5 s'interroge sur l'une des «mises en situation».

«PIÈGES»

Deux personnes avec la même expérience sont recrutées pour être agent d'accueil: la femme se voit verser un salaire plus bas que son homologue homme. La loi l'interdit-elle ou est-ce normal

car un employeur privé est libre de fixer les salaires de ses employés?

Lassana repart avec ses doutes mais l'attente sera de courte durée. Il apprendra 48 heures plus tard qu'il a réussi l'examen haut la main avec un score de 37/40, et il n'aura pas à déboursier de nouveau 70 euros pour le repasser.

Rita, Libanaise de 31 ans, n'attendait également plus que ce test pour ficeler son dossier de naturalisation et l'envoyer à la préfecture.

A sa sortie, confiante, cette professeure de français relève amusée quelques «questions pièges», comme lorsqu'on demande si, dans le cas où un usager se présente dans un service

public avec un signe religieux, l'agent doit le servir, refuser au nom de la laïcité, lui demander d'enlever ce signe religieux ou encore demander à son supérieur.

«C'est le servir évidemment! Il fallait bien comprendre qu'on parlait de l'utilisateur, pas de l'employé», commente la professeure qui se prépare également au concours de l'agrégation.

«Pour pouvoir s'intégrer dans un pays, il faut maîtriser sa langue, c'est normal», souligne Rita. En revanche, les règles doivent être les mêmes pour tout le monde, souligne la Libanaise qui s'étonne que l'acteur américain George Clooney ait été naturalisé français alors qu'il a admis être «toujours aussi mauvais» en français.

«Pour des publics qui ont été peu scolarisés dans leur pays d'origine, qui comprennent le français mais ne savent pas le lire par exemple, le niveau demandé est très élevé», remarque Leïla Marçot, directrice de Paroles voyageuses, une association de formation linguistique. «Certaines questions comme +A quel courant littéraire appartient Victor Hugo?+ sont complètement déconnectées de la réalité. Y compris de nombreux Français ne savent pas y répondre», pointe la responsable associative. «Ce sont des personnes qui travaillent durement en France et elles vont être pénalisées», déplore-t-elle, craignant qu'elles se retrouvent en situation irrégulière faute de pouvoir déposer des demandes de titres de séjour.

Philippines

L'effondrement d'une décharge fait plus de six morts et 32 disparus

Les secouristes se sont lancés samedi dans une «course contre la montre» dans le centre des Philippines pour tenter de retrouver des survivants après l'effondrement d'une décharge qui a fait au moins six morts et 32 disparus.



Quelque 50 travailleurs affectés à la collecte des ordures ont été ensevelis jeudi dans cet éboulement. D'après un responsable local, la décharge de Binaliw, exploitée par une société privée dans la ville de Cebu, culminait aussi haut qu'un immeuble de vingt étages. Les sauveteurs courent le risque d'un nouvel éboulement de déchets, a indiqué à l'AFP Jo Reyes, un secouriste de Cebu rencontré samedi. «Des opérations sont en cours» mais «de temps à autre, la décharge bouge», a-t-elle expliqué. «Nous devons alors cesser temporairement (les opérations) pour assurer la sécurité de nos secouristes.» Un précédent bilan faisait état de quatre morts mais Dave Tumalak, conseiller municipal de Cebu et président du conseil municipal chargé des catastrophes, a déclaré à l'AFP que deux autres corps avaient été découverts samedi par des équipes travaillant par roulement 24 heures sur 24, portant le nombre de morts à six. 32 per-

sonnes étaient portées disparues hier matin.

COURSE CONTRE LA MONTRE»

«Nous avons trouvé deux autres corps, mais nous ne pouvons pas les récupérer à cause de la lourde poutre métallique qui est tombée dessus. Nous essayons donc de couper le métal», a-t-il expliqué. Pour aider les opérations de sauvetage, 20 camions équipés de grues hydrauliques et d'outils de coupe spécialisés ont été envoyés sur place afin d'aider les sauveteurs contraints de ramper pour atteindre les zones bloquées par les débris.

«Nos sauveteurs ont du mal à progresser car les poutres métalliques sont énormes», a-t-il déclaré. «Grâce (aux camions), le métal peut être soulevé et (ils) peuvent se déplacer plus efficacement sur le site». «Nous sommes dans une course contre la montre, c'est pourquoi nous travaillons 24 heures sur 24, 7 jours sur

7», a-t-il ajouté. Douze employés ont, eux, été retrouvés vivants et hospitalisés. De nombreuses familles attendaient sur place des nouvelles de leurs proches, a déclaré samedi à l'AFP Joel Garganera, autre membre du conseil municipal de Cebu. «Nous espérons (...) et prions pour un miracle», a-t-il déclaré. «Régulièrement, quand il pleut, des glissements de terrain ont lieu autour de la ville de Cebu», a indiqué M. Garganera. «Les déchets sont comme une éponge, ils absorbent vraiment l'eau. Pas besoin d'être un génie pour comprendre qu'à un moment, un accident va se produire.»

«DOUBLE COUP DUR»

Sur des photos diffusées par la police vendredi, une montagne de déchets est visible sur une colline avec, juste en contrebas, des bâtiments abritant, selon un membre de la municipalité, des bureaux administratifs. Selon Joel Garganera, l'établissement comprenait également des logements pour le personnel «où la plupart des personnes enterrées ont séjourné».

Cet accident est un «double coup dur» pour la ville, car la décharge est le «seul prestataire de services» pour Cebu et les communautés voisines. La décharge traite 1.000 tonnes de déchets solides chaque jour, affirme le site internet de son exploitant, Prime Integrated Waste Solutions, qui n'a pas répondu aux sollicitations de l'AFP. Rita Cogay, affectée à un compacteur de déchets sur le site, a raconté à l'AFP qu'elle était sortie du périmètre s'hydrater quelques instants avant que le bâtiment dans lequel elle se trouvait ne soit enseveli sous les déchets. «J'ai cru qu'un hélicoptère s'était écrasé. Mais en me retournant, j'ai vu le tas d'ordures et le bâtiment s'affaisser», a raconté cette femme de 49 ans.

PENSÉE



Cinq années se sont écoulées depuis que Aït Habib Abas a quitté le rivage visible de nos vies, mais son absence n'a jamais été un silence. Elle est devenue une présence diffuse, douce et persistante, comme une lumière qui ne s'éteint pas, même lorsque le jour décline.

Ami sincère et fidèle, il portait l'amitié comme on porte une promesse : avec constance, loyauté et chaleur. Sa générosité n'était pas un geste, mais une manière d'être au monde. Solidaire de son entourage, attentif aux autres, il savait tendre la main sans bruit, offrir sans compter, comprendre sans juger.

Son intelligence, fine et profondément humaine, s'alliait à une bonté rare. Elle ne cherchait ni l'éclat ni la reconnaissance, mais la justesse. Aujourd'hui encore, cette bonté continue de parler, de respirer, de marcher parmi nous elle vit dans l'héritage le plus précieux qu'un homme puisse laisser : ses enfants. En eux se reflètent ses valeurs, sa sagesse tranquille, sa force bienveillante. Ils sont la preuve vivante que certaines âmes ne disparaissent jamais, elles se transmettent.

En ce cinquième anniversaire, nous ne pleurons pas seulement un départ, nous célébrons une trajectoire. Celle d'un homme qui a aimé, donné, partagé, et qui a semé assez de lumière pour que le temps lui-même n'ose l'effacer.

Aït Habib Abas n'est pas loin. Il est dans les souvenirs qui réchauffent, dans les sourires qui rassurent, dans chaque acte de fidélité et de solidarité que nous posons en pensant à lui. Que sa mémoire demeure une source, et non une absence.

Salah LAKQUES

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE MASCARA
DIRECTION DE L'HYDRAULIQUE
RUE HACHEM MASCARA
NIF : 099 02 90 15 05 14 29
**AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT
AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALE
APRES L'ANNULLATION DE LA PROCEDURE**
N°...30.../2025

La Direction De l'Hydraulique de la Wilaya de Mascara Rue Hachem – Mascara
Sous le numéro fiscal : 099 02 90 15 05 14 29 lance un Avis d'Appel d'Offre National Ouvert avec
Exigence de Capacité Minimale après l'annulation de la procédure pour la réalisation du projet suivant :

Projet :
Lot n°06 : Extension et rénovation du réseau d'AEP Froha Centre commune de Froha

Dans le cadre de l'opération :

« Extension et rénovation de réseau d'AEP à travers des communes de : Sidi Abd el Moumen,
Mohammadia, El Ghomri, Froha et Maoussa ».

Condition d'éligibilité :

En vertu de l'article n°43 de la loi n°23-12 du 05/08/2023, fixant les règles générales des marchés publics, et des articles 44 et 54 du décret présidentiel n° 15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public

Les soumissionnaires admis à concourir sont ceux dont les capacités répondent aux critères sous cités :

Les offres présentées doivent répondre aux critères suivants :

1- Capacités professionnelles : Entreprises qualifiées à la catégorie Trois (03) ou plus, dont l'activité principale Hydraulique en cours de validité.

2- Capacités financières :

- Entreprises ayant réalisé une moyenne de chiffre d'affaire durant les trois dernières années (2022-2023-2024) supérieur ou égale à 20 000 000,00 DA ; justifiés par la présentation des bilans +C20 de l'année en cours.

3- Capacités techniques :

- **Référence professionnelle :** Entreprises ayant réalisé au minimum un projet d'AEP
- Ø 160 mm PEHD et plus PN 161600 ml et plus

Justifier par une attestation de bonne exécution délivrée par les services contractants (signées par les maîtres d'ouvrages Public y compris les ordonnateurs des Entreprises étatiques) Obligatoirement renseignées sur la nature des travaux (consistance des travaux (linéaire, diamètre, nature de la matière de conduite, montant et délais) pour les entreprises;

- **1- L'attributaire retenu doit signer un engagement pour respecter le système de 3X8 ou bien 2x10.**
- **2- L'attributaire retenu doit signer un engagement que les moyens humains et matériels présentés seront utilisés exclusivement pour ce projet.**
- **3- L'entreprise avant proposé un délai de réalisation supérieur à Deux (02) mois seront écartés.**

❖ L'offre sera composée (selon l'article 10 du cahier des charges) :

- Dossier de candidature
- L'offre technique
- L'offre financière

- Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière, sont insérées dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise la référence de l'objet de l'appel d'offre ainsi que la mention « Dossier de candidature », « Offre Technique » « Offre Financière » selon les cas. Ces enveloppes sont mises dans un autre enveloppe cachetée et anonyme, comporte la mention : « À n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres -avis d'Appel d'Offre National Ouvert avec Exigence de Capacités Minimale.....30.../2025

La durée de préparation des offres est fixée à **Dix (10) jours** à partir de la première publication de l'avis d'appel d'offre, dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP). Et les quotidiens nationaux, et la presse électronique.

La date et l'heure limite des dépôts des offres, est fixé avant (12H:00) heure au dernier jour de la durée de préparation des offres Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date et l'heure limite de dépôt des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

La date et l'heure d'ouverture des plis correspondent au dernier jour de la durée de préparation des Offres à Douze (12H:00) heure, au siège de la Direction de l'Hydraulique, rue Hachem wilaya de Mascara.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite de dépôt des offres. Augmentée de la durée de préparation des offres.

Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis en séance publique au siège de la Direction de l'Hydraulique, rue Hachem wilaya de Mascara

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTRE DE L'HYDRAULIQUE
DIRECTION DE L'HYDRAULIQUE DE LA WILAYA D'ORAN
SERVICE DE L'ADMINISTRATION ET MOYENS
BUREAU DES MARCHÉS PUBLICS
NIF : 097331019173813

**Avis d'appel D'offres National Ouvert avec exigences
De capacités Minimales N°28/2025**

INTITULE : PROTECTION DES SIX CENTRES CONTRE LES INONDATIONS A TRAVERS LA WILAYA D'ORAN (Sidi Benyebka, Misserghine, Hassi Mefsoukh, Sidi Maarouf, Boutlelis centre et Hai Bouamama)

Projet : Réalisation du système d'évacuation des eaux usées et pluvial a Douar Tiartia-Hai Bouamama

La Direction de l'hydraulique de la Wilaya d'Oran, lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigences de capacités minimales N°28/2025 pour le projet suivant : **PROJET :** Réalisation du système d'évacuation des eaux usées et pluvial a Douar Tiartia-Hai Bouamama

- l'appel d'offre s'adresse aux entreprises ayant les conditions suivantes :

A1 - Capacités professionnelle :

Disposer d'un certificat de qualification et de classification professionnelle activité principale hydraulique catégorie

04 et plus et code 34-709. (en cours de validité).

A2 - Capacité technique :

L'entreprise doit avoir réalisée, sur la base d'une attestation de bonne exécution délivrée par les maîtres d'ouvrages publics, précédant la date de dépôt de l'offre au moins :

- Un projet de fourniture et pose de conduite pour réseau d'assainissement (eaux usées ou eaux pluviales).
- Un projet de Fourniture et pose des équipements hydromécaniques d'une station de relevage ou de pompage

NB : les deux attestations justifiantes les références professionnelles doivent être réunies dans l'offre.

A3- Capacités financières :

- Avoir une moyenne du chiffre d'affaire des trois dernières années /égale ou supérieure à 25 000 000,00 DA

Les entreprises peuvent retirer le cahier de charges à partir de la date de la première parution du présent avis dans le BOMOP et les quotidiens nationaux ou régionaux OU presse électronique, auprès de la Direction de l'Hydraulique (Bureau Des Marchés) Zone Administrative –Ilot 26 USTO Oran.

A. Les offres doivent être accompagnées des pièces et les documents Fiscaux et parafiscaux doivent être fournis en copie en cours de validité.

B. LE DOSSIER DE CANDIDATURE :

- Déclaration de probité de l'entreprise renseignée, datée et signée.

- Une déclaration de candidature

-Registre de commerce électronique (copie)

-Extrait de rôle activité apuré ou accompagnée d'un échéancier de paiement (copie) portant la mention non inscrit dans la liste des fraudeurs

-Attestation de dépôt des comptes sociaux délivré par l'antenne régionale du CNRC pour le dernier exercice.

- Certificat de classification et de qualification principale en hydraulique Catégorie (04) et plus code 34-709 (Copie)

en cours de validité.

-Numéro d'identification fiscale.

-Attestation de mise à jour, CNAS, CASNOS, CACOBATPH (copie) en cours de validité

-Références professionnelles pour des projets similaires (listes+attestation de bonne exécution) délivrée par les maîtres d'ouvrage publics.

-Bilan financier de l'entreprise des 03 dernières années visées par les impôts ou commissaire aux comptes

-listes des moyens matériels signées et paraphées +carte grises (copie) + assurance+carte grise avec fiche Contrôle .pour le matériel non roulant l'entreprise doit présenter des facture d'achat.

-listes des moyens humains signée et paraphée (encadrement destiné au projet avec copie et certifié par un diplômes) déclarée à la CNAS justifiée par les attestations d'affiliation en cours de validité

-Statut de l'entreprise pour SARL ou EURL

Les copies des différents documents doivent être obligatoirement lisibles.

2 - OFFRE TECHNIQUE

- > Déclaration à souscrire datée paraphée et signée selon le modèle ci-joint
- > Planning d'exécution des travaux
- > Cahier des charges visé, signé, daté et paraphé dans sa globalité
- > Mémoire technique.

Les copies des différents documents doivent être obligatoirement lisibles.

3 - OFFRE FINANCIERE

- > Lettre de soumission datée, remplie et signée
- > Bordereau des prix unitaires daté, rempli en chiffre et en lettre et signé(BPU)
- > Devis quantitatif et estimatif daté, rempli et signé (DQE)

Les offres (dossier de candidature, l'offre technique et financière) doivent être déposées au siège de la direction des ressources en eau de la wilaya d'Oran à l'adresse :

Direction de l'Hydraulique de la wilaya d'Oran 26 Ilot zone des sièges USTO ORAN

Avis d'appel D'offres Ouvert avec exigences de
Capacités Minimales N°28 /2025

INTITULE : PROTECTION DES SIX CENTRES CONTRE LES INONDATIONS A TRAVERS

LA WILAYA D'ORAN (Sidi Benyebka, Misserghine, Hassi Mefsoukh, Sidi Maarouf, Boutlelis centre et Hai Bouamama)

Projet : Réalisation du système d'évacuation des eaux usées et pluvial a Douar Tiartia-Hai Bouamama

Déposé auprès de la : Direction de l'Hydraulique cité USTO-ORAN, le dernier jour de la durée de préparation des offres à

13 H 00 au plus tard : Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, le jour de dépôts des offres est prorogée jusqu'au jour Ouvrable suivant

La durée de préparation des offres est fixée à 15 jours, à compter de la 1er parution du présent avis dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP) ou la presse.

L'ouverture des plis des offres techniques et financière sera effectuée le jour correspondant au dernier jour de la durée de préparation des offres à 14h00 en séance publique au siège de la D.H.VV d' ORAN.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée égale au délai de préparation des offres augmenté de (03) trois mois.

LA DIRECTRICE

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya De Naama
Daïra D'Ain Sefra
Commune D'Ain Sefra
Nif 4160020004501801002

Avis d'appel d'offres ouvert avec exigences de capacité Minimales N° 11 /2025

Le Président de l'APC D'AIN SEFRA lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacité minimale, pour :

OPERATION : SUIVI TECHNIQUE, CONTRÔLE DE LABORATOIRE ET RÉPARATION DES DÉGÂTS CAUSÉS PAR LES INTEMPÉRIES SUR CC.**PROJET : RECONSTRUCTION DES 02 OUVRAGES D'ART URBAINS À AIN-SEFRA.**

Seules les entreprises intéressées par le présent avis d'appel d'offres ayant le certificat de qualification et classification professionnelles en cours de validité, activité principale Travaux Publics ;

Désignation l'opération	Conditions d'éligibilité
RECONSTRUCTION DES 02 OUVRAGES D'ART URBAINS À AIN-SEFRA..	<ul style="list-style-type: none"> -Le soumissionnaire doit avoir un certificat de qualification et classification professionnelles en Travaux Publics - Activité Principale - classé à la catégorie Six (06) ou plus, valide à la date d'ouverture des plis. et doit porter les codes 345-4211, 342-4212 relatifs respectivement aux Travaux de d'ouvrages d'arts, valide à la date d'ouverture des plis. -Avoir déjà réalisé au moins un projet de route de même nature ou similaire. Justifié par une attestation de bonne exécution délivrée par un service contractant (maître d'ouvrage public). - Avoir Réalisé les bilans des trois meilleures années durant les des cinq dernières années au moins un chiffre d'affaire moyen de 40.000.000,00 DA justifié par les bilans financiers certifiés - visés par les services des impôts ou attestation d'activité C20

Cas d'un groupement

- Le chef de file doit être classé à la catégorie Six (06) ou plus Activité principale Travaux Publics et doit porter les codes 345-4211, 342-4212 relatifs respectivement aux Travaux de d'ouvrages d'arts, valide à la date d'ouverture des plis. .
- Et les autres membres doivent avoir au moins la catégorie quatre (04) ou plus Activité principale Travaux Publics, et doit porter les codes 345-4211, 342-4212 relatifs respectivement aux Travaux de d'ouvrages d'arts, valide à la date d'ouverture des plis.
- L'un des membres de groupement doit :
 - Avoir déjà réalisé au moins un projet de même nature ou similaire Justifié par une attestation de bonne exécution délivrée par un service contractant (maître d'ouvrage public).
 - Avoir Réalisé les bilans des trois meilleures années durant les des cinq dernières années au moins un chiffre d'affaire moyen de 40.000.000,00 DA justifié par les bilans financiers certifiés - visés par les services des impôts ou attestation d'activité C20 .
- Les soumissionnaires intéressés par le présent avis d'appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges auprès de la commune d'Ain SEFRA « Secrétariat général sis centre ville, commune d'Ain SEFRA, contre le paiement de la somme de 4000,00 DA non remboursable qui représente les frais de la documentation.
- Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière.
- Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention 'dossier de candidature, ' offre technique ' offre Financière, selon le cas.
- Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme.

-Le dossier de candidature**A. Le dossier de candidature :**

- Déclaration de candidature (remplie, signée, cachetée et datée)
- Déclaration de probité (remplie, signée, cachetée et datée)

- Statut de l'entreprise en cas de société (en cas de groupement chaque membre doit remettre son propre statut).
- Le protocole d'accord (dans le cas où l'offre serait faite par un groupement d'entreprises). Il est impératif d'indiquer les prestations et le taux de participation de chaque entreprise.
- Pouvoir de signature dans le cas où le signataire de la soumission est autre que le premier responsable de l'entreprise ;
- Documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
- **Capacités professionnelles**
- Le soumissionnaire doit être classé à la catégorie Six (06) ou plus Activité principale Travaux Publics et doit porter les codes (345-4211, 342-4212) relatifs respectivement aux Travaux de d'ouvrages d'arts, valide à la date d'ouverture des plis
- **Capacités financières**
 - Copie du bilan financier de l'entreprise :-Avoir Réalisé durant des trois meilleures années parmi les des cinq dernières années au moins un chiffre d'affaire moyen de supérieur ou égal à 40 000 000,00 DA justifié par les bilans financiers + C20
 - Relevé d'identité bancaire « RIB »
 - Attestation de solvabilité
- **Capacités techniques :** moyens humains et matériels et références professionnelles :
 - Liste des moyens humains et matériels visée
 - Références professionnelles de l'entreprise justifiées par des attestations de bonne exécution des projets réalisés par l'entreprise délivrées par le maître de l'ouvrage.
 - Numéro d'identification fiscale « NIF »
 - Attestation justifiant l'accomplissement de la procédure de dépôt légal des comptes sociaux délivré par les antennes locales du centre nationale du registre de commerce, pour les sociétés commerciales dotées de la personnalité morale
 - Attestation de mise à jour CNAS en cours de validité
 - Attestation de mise à jour CASNOS en cours de validité
 - Attestation de mise à jour CACOBATH en cours de validité
 - Copie du Registre de commerce électronique de soumissionnaire.
 - Casier judiciaire du signataire de la soumission en cours de validité (moins de 03 mois);
 - Extrait de rôles de moins de trois(03) mois, apuré ou avec échéancier

B. L'offre technique**L'offre technique qui sera composée de:**

L'offre technique comprend :

- Déclaration à souscrire (selon modèle), remplie, signée, cachetée datée par le soumissionnaire ;
- Le Cahier de charges paraphés par le soumissionnaire et portant à la dernière page la mention manuscrite « Lu et accepté »;
- Mémoire technique justificatif selon modèle joint, ou modèle d'entreprise (remplie, signée, cachetée et datée) ;
- ✓ Liste des Moyens humains affecté au projet justifié par :
 - Des diplômes ou attestation de réussite et l'expérience sera justifiée par les attestations et/ou certificats de travail, des attestations d'affiliation CNAS, délivre moins de trois (03) mois à compter de la date d'ouverture des plis.
- ✓ Liste des moyens matériels à engager pour l'exécution du projet justifiée par
 - Pour le matériel roulant justifié par (Carte grises ou récépissé de circulation)+ assurance en cours de validité à la date d'ouverture des plis.
 - Pour le matériel non roulant justifié par la facture d'achat ou PV d'huissier de justice daté d'une année ou moins le jour de l'ouverture des plis.
 - Le cas de location n'est pas prévu.
- ✓ liste des références professionnelles de l'entreprise justifié par :

- justifiées par des attestations de bonne exécution des projets réalisés par l'entreprise délivrées par le maître de l'ouvrage.

- ✓ Chiffre d'affaire moyen de l'entreprise des trois dernières années justifié par :
- ✓ Copie du bilan financier de l'entreprise :Avoir Réalisé durant des trois meilleures années parmi les des cinq dernières années au moins un chiffre d'affaire moyen de supérieur ou égal à 40 000 000,00 DA justifié par les bilans financiers + C20
- ✓ Etat de renseignement de l'entreprise

NB : Toute offre non accompagnée d'un mémoire technique justificatif, sera rejetée par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres pour non-conformité au dossier d'appel d'offres.

- Méthodologie du travail par rapport aux moyens humains et matériels.
- Planning d'exécution détaillé des travaux.

NB : En tout état de causes, sont exclus de la demande de complément tous documents émanant des soumissionnaires qui servent à l'évaluation des offres et le mémoire technique justificatif signé par les soumissionnaires.

C. L'offre financière**L'offre financière qui sera composée de:**

- Lettre de Soumission (remplie, signée, cachetée et datée).
- Bordereau des prix unitaires (remplie, signé, cacheté et daté).
- Détail quantitatif et estimatif (remplie, signé, cacheté et daté).
- L'enveloppe extérieure devra être anonyme et comportera la mention suivante :
À n'ouvrir que par la commission d'ouverture Des plis et d'évaluation des offres

Avis d'appel d'offres ouvert avec exigences de capacité Minimales N° 11 /2025**OPERATION : SUIVI TECHNIQUE, CONTRÔLE DE LABORATOIRE ET RÉPARATION DES DÉGÂTS CAUSÉS PAR LES INTEMPÉRIES SUR CC.**

Les offres doivent être déposées à l'adresse suivante : Siège de la commune AIN SEFRA. Cité 1er novembre 1954 bureau de Secrétariat général.

N.B : l'envoi par voie postale ne fait pas foi.

- La durée de préparation des offres est fixée à Quinze (15) jours à compter de la date de la première publication de l'avis d'appel à la concurrence.
- L'expiration de dépôt des offres se fera Quinzième (15 ème) jour à 14:00H, si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.
- Le soumissionnaire restera lié par son offre durant une période égale à la durée de préparation des offres augmentée de de trois (03) mois.

ANEP N° 2631000238

Le Quotidien d'Oran 11/01/2026

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Etat De Beni Abbes

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION LOCALE

SERVICE DE l'animation local

MISE EN DEMEUR N°01

PROJET: Acquisition Et Installation Construction Préfabriqué Au Profit Des Services De La wilaya

SERVICE CONTRACTANT: le wali de la wilaya de Béni Abbes représenté par le directeur de l'administration locale de la wilaya de béni Abbes

LE CO-CONTRACTANT: ETB ZAIDI NOUR EDDINE

DELAI D'EXECUTION: SOIXANT 60 jours

Vu le marché N° 01/2025.approuvé le 22/04/2025 acquisition et installation construction préfabriqué au profit des services de la wilaya passe conformément aux disposition de l'article N°44 du décret présidentiel N0 15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégation de service publique .

Vu le visa de la contrôle budgétaire de la wilaya de Béni Abbes N° 152 du 12/08/2025

Suite de l'ordre de service du 12/08/2025

Et considérant le non-respect du planning contractuel ainsi que la non achèvement des travaux demander « acquisition et installation construction préfabriqué au profit des services de la wilaya » ; l'entreprise ETB représenté par le Mr ZAIDI NOUR EDDINE est mise en demande de respecter les engagements contractuels et rattraper le retard enregistré dans un délai ne dépassent pas huit 08 jours à compter de la date de la première publication du présent mise en demeure dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur publics BOMOP , sur le portail électronique des marchés publics ; la presse écrite ou la presse électronique.

passe ce délai, les mesures règlementaires nécessaires seront prise.

ANEP N° 2631000274

Le Quotidien d'Oran 11/01/2026

PENSÉE

Abbès AIT HABIB

A mon mari bien-aimé, parti il y a cinq ans déjà. Le temps passe, mais ton souvenir reste vivant dans nos cœurs.

Chaque jour, nous pensons à toi avec amour, avec gratitude, avec tendresse.

Tes fils, Chérif, Rachid et Brahim,
Tes filles, Farida et Djouher, ainsi que tous tes petits-enfants qui portent ton nom, tes valeurs et ton souvenir avec fierté.

Tu continues de vivre à travers leurs

sourires, leurs réussites, leurs gestes,

et dans tout l'amour que tu as semé autour de toi. Repose en paix.

Tu n'es jamais loin de nous, tu es simplement dans nos cœurs.



APARTEMENTS

■Loue appart F3, 3° étage, meublé, top clim, cité clôturée avec parking, Hai Khemisti, Akid Lotfi, Oran. Prix après visite – Tél : 0553.28.11.49

■Loue : logement neuf, 80 m², 1^{er} étage, salon, 2p, cuisine, sdb, chauffage central, climatisation, ascenseur, entrée sécurisée avec parking, Résidence 'Semsara' 10 ave Yagoub Aek, ex Galliéni (Maraval), Oran – Tél : 0662.85.83.49

DIVERS

■Location licence taxi urbaine, Oran-vil le – tél : 0550.01.30.21

VEHICULES

■Achat véhicules accid entés ou en panne, Léger et Lourd
Tél : 0550.59.03.60 / 0771.39.49.82. Vend pièces détachées BMW, Land Rover, Wolkswagen Tél: 0771.87.77.73 / 0550.54.50.34

TERRAINS

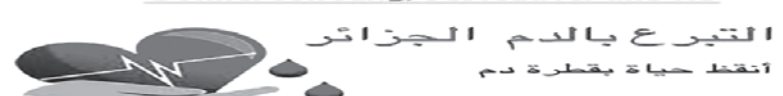
■Vends 2 lots de terrain, centre-ville d'Oran, 400 m², deux façades et 220 m², convient pour promotion. Livret foncier à Oran. Curieux s'abstenir- Tél : 0554.98.71.71 ou Tél : 0783.25.12.33

VILLAS

■A vendre maison de maître, 152 m², 10 m de façade, bien située à Choupot, Oran - Tél : 0699.62.03.28 whatsapp : 0033.652.622.318

Don de sang Algérie

Donner son sang, c'est sauver une vie



2

21.10 Sage-homme

11.55 Parole inattendue
12.00 Tout le monde veut prendre sa place
12.50 Darooma
13.00 Journal
13.20 13h15, le dimanche
14.15 C'est bon à savoir
14.20 13h15, le dimanche
15.10 Affaires sensibles
16.05 Rugby : Champions Cup
18.20 Les enfants de la télé
19.10 Les enfants de la télé, la suite
20.00 Journal
20.30 le dimanche



Dans un quartier populaire où les rêves se heurtent souvent à la réalité, Sage-homme plonge au cœur du quotidien mouvementé de Léopold Beyé (Melvin Boomer), un jeune homme tiraillé entre ambition, pression familiale et responsabilité écrasantes. Entre les demandes incessantes de ses amis, la garde régulière de ses deux jeunes frères turbulents et les attentes d'un père qui élève seul ses quatre garçons, Léopold peine à trouver le temps et la concentration nécessaires pour préparer son concours de médecine.
22.55 Beau geste
23.55 Histoires courtes

3

21.10 La reine du crime présente : Meurtre à l'ambassade

09.50 Parlement hebdo
10.20 Nous, les Européens
11.10 Dimanche en politique
12.30 ICI 12/13
13.30 Rencontres à XV
13.50 Rugby : Challenge Cup
15.55 Animalement vôtre
17.25 Le jeu des 1000 euros
18.05 Questions pour un champion
19.00 ICI 19/20 toutes régions
20.05 Stade 2



Miranda Green, détective privée au flair redoutable et à la réputation grandissante, se voit confier l'enquête sur ce crime commis en plein cœur de ce lieu réputé inviolable. Alors qu'elle pénètre dans l'univers feutré et codifié de la diplomatie, où chaque mot et chaque regard dissimulent des non-dits, elle comprend rapidement que cette affaire est bien plus complexe qu'il n'y paraît.

4

21.00 Le duplex

10.00 Bluey
10.52 Les as de la jungle à la rescousse
11.40 Mission info
11.56 T'es au top
12.35 Potobot
13.15 Un jour, une question
16.00 Fort Boyard
18.10 Le jugement de Rouge et Blanche
18.23 Organisation Super Insolite
18.40 Okoo-koo
18.45 Spectaculaire
19.55 Football à sept : Kings World Cup
20.58 Consomag



Les Berger habitent au sixième et dernier étage d'un immeuble parisien. Ils s'y sentent tellement bien qu'ils aimeraient agrandir leur espace et rêvent de récupérer l'appartement des Tissandier, leurs voisins plus âgés du cinquième étage, afin de se créer un superbe duplex. Seulement, ce couple d'anciens professeurs est très heureux dans son appartement et ne compte pas le quitter. Pour les déloger de chez eux, il ne reste aux Berger qu'une seule solution : semer la zizanie au sein du vieux couple afin que les Tissandier mettent leur appartement en vente.

5

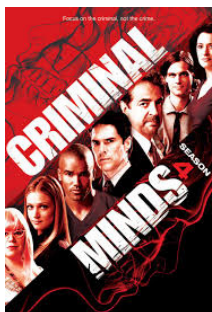
arte

TMC

09.25 Silence, ça pousse !
10.20 Échappées belles
12.00 Au bout c'est la mer
12.30 C à vous
13.30 C à vous la suite
14.30 Le grand concert des pyramides avec Fatma Said
16.15 Sur la piste des chiens sauvages d'Afrique
16.45 Les trésors de Napoléon
18.30 En société
20.00 C politique
21.05 Les gens du Nord
22.40 Infirmières, notre histoire

09.15 Chemins d'école, chemins de tous les dangers
10.00 Cuisines des terroirs
10.30 Un monde d'agrumes
18.45 Yuja Wang interprète «Rhapsody in Blue»
19.30 Karambolage
19.45 Arte journal
20.05 Les géants de l'art
21.00 La colline des potences
22.45 Irrésistible Gary Cooper
23.40 Hildegard Knef : L'autre Marlene

09.55 Le bétisier de l'été
12.20 Animaux à adopter
21.10 La grande odyssée
21.15 Esprits criminels S4 - E3 : -En cercle fermé



CINE +
PREMIER 19.50

EMILIA PÉREZ

Acteur: Zoe Saldaña, Karla Sofía Gascón, Selena Gomez, Adriana Paz, ... Rita Moro Castro (Zoe Saldaña), une avocate de talent, évolue dans un cabinet juridique au Mexique où son potentiel reste largement sous-estimé. Pourtant, c'est une plaidoirie particulièrement frappante qu'elle a préparée qui attire l'attention de Manitas Del Monte (Édgar Ramírez), un redoutable baron de la drogue, prêt à tout pour se libérer des liens de sa vie actuelle. Fasciné par l'idée d'une transformation radicale, il propose à Rita une mission audacieuse : l'aider à changer de genre, orchestrer une disparition soigneusement planifiée, et sécuriser l'avenir de sa femme Jessi (Selena Gomez) et de leurs deux enfants, Angel et Diego.



CINE +
FRISSON 19.50

THE NICE GUYS

Acteur: Russell Crowe, Ryan Gosling, Matt Bomer, Kim Basinger, Ty Simpkins A Los Angeles, en 1977, Misty Mountains, une célèbre actrice, meurt dans un étrange accident de voiture. Dans cette même ville, Jackson Healy, modeste détective privé aux méthodes musclées, est payé par Amelia Kuttner pour la débarrasser de deux hommes qui la suivent. Un de ces hommes est Holland March, un détective privé particulièrement maladroite. Cet ancien policier, devenu alcoolique à la mort de sa femme, tente de s'occuper de sa fille adolescente. La première rencontre entre Healy et March est particulièrement musclée.



arte 21.00

LA COLLINE DES POTENCES

Joseph Erdmann (Gary Cooper), médecin itinérant au passé trouble et joueur invétéré, erre de ville en ville, traîné par ses démons et une addiction aux cartes qui lui a déjà coûté bien plus que de l'argent. Son existence bascule le jour où il croise le chemin d'une diligence ravagée par une attaque sanglante. Parmi les victimes, une seule survivante : Elizabeth, une jeune femme gravement blessée et frappée de cécité à la suite du raid. Contre toute attente, Joseph, dont l'instinct de médecin reprend le dessus, décide de la recueillir et de la soigner dans un modeste abri de fortune.

TÉLÉVISION

TF1

21.10 Là où chantent les écrevisses



En 1969, Barkley Cove, petit village isolé où la nature sauvage dicte le rythme des vies, est bouleversé par une découverte macabre. Deux adolescents tombent par hasard sur le corps sans vie de Chase Andrews, star incontestée du lycée et idole de l'équipe de football locale. L'enquête policière s'engage aussitôt, mais dans cette bourgade où les rumeurs se propagent plus vite que la vérité, les soupçons se tournent rapidement vers une figure marginale : Kya Clark (Daisy Edgar-Jones), ...

6

21.10 Zone interdite



-La police a-t-elle encore les moyens de nous protéger ?

Face au défi de l'insécurité, aux manques de moyens et à l'hostilité d'une partie de la population, la police nationale traverse une période difficile alors que ses missions de service public sont plus qu'essentiels. Chez les policiers, le malaise se ressent et se traduit par une surcharge de travail permanente, une priorisation des affaires à traiter, des démissions et pire des suicides. Après les attentats de 2015, ...
23.10 Enquête exclusive



19.45 Le 19.45
20.10 Le 2010, Anne-Sophie Lapix
20.40 E=M6

CANAL+

21.05 Mission : Impossible: The Final Reckoning



Dans un monde où la frontière entre contrôle humain et domination technologique s'effrite, Mission : Impossible – The Final Reckoning plonge au cœur d'une crise sans précédent. Une entité invisible, une intelligence artificielle d'une sophistication inégalée, s'infiltre dans les rouages des puissances mondiales, prenant le contrôle des arsenaux nucléaires avec une précision glaciale.
22.57 Canal Rugby Club le débrief
23.17 Canal Sports Quiz

08.10 Le seigneur des anneaux : La guerre des Rohirrim
10.20 L'hebd'Hollywood
10.35 John Wick



12.15 John Wick 2
14.15 John Wick Parabellum
16.20 John Wick : chapitre 4
19.05 Ballerina : l'univers de John Wick

PLANETE +

TFX

W9

09.23 American Pickers, la brocante made in USA
12.26 The Nazi Cartel
13.15 Adolf Eichmann : les aveux du diable
14.14 La guerre des trônes, la véritable histoire de l'Europe
16.06 Eiffel, la guerre des tours
17.47 Les secrets des hommes de Lascaux
19.25 American Pickers,
20.55 L'Europe des merveilles
22.51 Aux origines de la moto

09.20 Cleaners les experts du ménage
13.00 Friends
20.00 Star Academy, la quotidienne
21.10 Les 3 frères, le retour
23.10 Les trois frères



09.20 Génération Hit machine
10.20 Fréquentstar
12.20 100% poker
12.50 Desperate Housewives
16.30 La petite histoire de France
21.10 La vérité si je mens !
22.30 Football américain : NFL



Bolivie : le mouvement contre les mesures économiques du gouvernement prend de l'ampleur

Le mouvement de contestation contre les mesures économiques du gouvernement prend de l'ampleur en Bolivie, où les barrières routières se multiplient et où les syndicats ont claqué la porte des négociations avec les autorités vendredi. Le gouvernement du président de centre-droit Rodrigo Paz a refusé de satisfaire les revendications des syndicats, qui exigent l'abrogation d'un décret supprimant les subventions des carburants.

Ce décret a marqué un tournant économique majeur dans le pays après deux décennies de gouvernements socialistes. Depuis sa promulgation, les prix de l'essence et du gazole ont doublé, entraînant une hausse des tarifs des transports publics et du coût d'autres produits de base. En décembre, l'inflation sur 12 mois a dépassé 20%, selon des statistiques officielles.

M. Argollo a appelé davantage de secteurs économiques «à se joindre à cette lutte», entamée par les agriculteurs, les enseignants des écoles publiques et les ouvriers des mines qui ont dressé des barricades sur plusieurs routes du pays.

Soudan : 21 millions de personnes confrontées à la faim



Le Programme alimentaire mondial (PAM) a mis en garde contre l'aggravation de la crise de la faim au Soudan, indiquant que plus de 21 millions de personnes sont confrontées à une insécurité alimentaire aiguë, 1.000 jours après le déclenchement du conflit, ont rapporté des sources médiatiques vendredi.

Dans un rapport, le PAM a indiqué fournir une aide humanitaire à près de 4 millions de personnes par mois, soulignant toutefois un besoin urgent de financements et de l'établissement de couloirs sûrs afin de garantir l'acheminement de l'aide.

L'agence onusienne a averti que la crise alimentaire devrait s'aggraver à partir du mois de février prochain en raison de l'épuisement des stocks alimentaires et de la poursuite des hostilités, appelant à la fin des combats et à l'accélération de la facilitation de l'accès humanitaire.

Selon les mêmes sources, environ 21,2 millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire aiguë, tandis que la situation s'est particulièrement détériorée dans les régions occidentales du pays en raison du conflit et des restrictions imposées à l'aide humanitaire.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

France: un site soupçonné de ficher les musulmans



Le ministre français de l'Intérieur Laurent Nuñez a demandé à ses services de se pencher sur le cas du site mafrance.app, soupçonné de fichage des musulmans, après avoir été saisi par une députée écologiste.

«Le ministre de l'Intérieur a demandé aux services compétents d'étudier le dossier, qui est en cours d'appréciation», a-t-on déclaré dans l'entourage

de M. Nuñez. La députée écologiste Sabrina Sebaihi avait saisi le ministre, selon Libération, après un message de «Où va ma France», diffusé le 3 janvier sur X, proclamant: «Envie de savoir où se trouve le centre pour migrants le plus proche de chez vous? La mosquée la plus proche? Le quartier +sensible+ le plus proche? C'est désormais possible sur <http://mafrance.app/lieux>.

Pratique pour le prochain démenagement!» L'élue a demandé à Laurent Nuñez la fermeture du site, accusé de mettre «des cibles dans le dos» des Français «de confession musulmane», de «ficher» des personnes «en raison de leur origine» et de recourir aux «statistiques ethniques». Le site présente notamment des indices «d'islamisation», «d'immigration» et «d'insécurité» par département.

Migration depuis la Gambie : arrestation de plus de 780 migrants

Plus de 780 personnes originaires du Sénégal, de Gambie, de Guinée et du Mali ont été interceptées ces derniers jours dans leur tentative de rejoindre clandestinement l'Europe depuis les côtes gambiennes, a annoncé vendredi le ministère gambien de l'Intérieur, quelques jours après le naufrage d'une pirogue ayant fait des dizaines de victimes.

«Nous avons mené trois opérations qui ont conduit à l'arrestation de 782 migrants présumés à travers plusieurs localités du pays»,

a déclaré à l'AFP Simon Lowe, porte-parole du Département de l'immigration en Gambie.

Parmi les personnes interceptées, puis remises en liberté sous caution, figurent 233 ressortissants du Sénégal, 197 de Gambie, 176 de Guinée et 148 du Mali. Ces opérations ont débuté le 3 janvier, après qu'au moins 31 personnes migrantes sont mortes et de nombreuses autres portées disparues dans le naufrage au large de la Gambie le 1er janvier d'un bateau qui tentait de rejoindre l'Europe.



EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

UN TEST ET UNE PARADE CONTRE LES MIGRANTS

Les autorités françaises ont déniché une bien curieuse parade pour s'alléger de leur population immigrée. En la matière, elles ne sont pas allées jusqu'aux extravagances du pouvoir de Washington, mais leur manège ancré depuis peu dans leur législation ne manque pas de mettre en exergue de sérieuses interrogations. Il aurait été inconvenant pour le pays de la liberté, de l'égalité et de la fraternité de s'octroyer d'une manière officielle le droit de s'attaquer aux faciès comme l'exécute avec force et fracas le président américain. Il leur fallait contourner un slogan devenu aléatoire pour espérer garder bonne figure et neutraliser quelques timides rouspétances.

Ainsi l'obligation de passage par un test civique planifié par le ministère de l'Intérieur est une étape inévitable

depuis le 1^{er} janvier, pour tout demandeur de visa de séjour ou de carte de résident. L'examen consiste à répondre à 40 questions pour espérer bénéficier d'un document s'apparentant à un réel diplôme. Les vagues de nouveaux demandeurs ont lancé l'entame des sollicitations et le gros lot sera constitué sans conteste de migrants dont la situation est plus que sérieusement flottante.

S'arrêter à la nature des questions posées en parallèle avec la maîtrise de la langue française exigée, donne un aperçu sur la réelle finalité de l'examen. Il est demandé par exemple dans l'une

d'entre elles à quel courant littéraire appartient Victor Hugo ? Il est fort à parier que les trois quarts des Français de souche eux-mêmes seraient incapables de donner une réponse. Comme d'ailleurs, il n'est pas sûr non plus que la grande majorité des descendants des Gaulois maîtrise parfaitement la langue française.

On rencontrera certes dans ce tri quelques génies formés au haut niveau du savoir mais certains d'entre eux devront eux aussi franchir l'obstacle des idéologies puisque la laïcité et les signes religieux y figurent en bonne place.

La formule trouvée pour gérer le phénomène de l'immigration semble cousue de fil blanc. Mais rien ne garantirait aux autorités françaises de venir à bout de l'immigration clandestine, si ce n'est que le semblant concours-test mis en place légitimerait une autre opération d'envergure.

Des diplomates américains à Caracas



Des diplomates américains mènent depuis hier samedi des discussions à Caracas dans l'objectif de restaurer des relations entre les Etats-Unis et le Venezuela rompues depuis 2019, après la chute du président Nicolas Maduro et de premières libérations d'opposants.

Le gouvernement de la présidente par intérim Delcy Rodríguez «a décidé d'entamer un processus exploratoire visant à rétablir les liens diplomatiques entre les deux pays», selon le ministre des Affaires étrangères Yvan Gil.

Des diplomates américains étaient vendredi à Caracas, selon lui, une présence confirmée par un responsable américain peu après que Donald Trump a déclaré avoir «annulé» une nouvelle attaque américaine sur le Venezuela du fait de la «coopération» de Caracas. La libération de quelques opposants est par ailleurs «un geste très important et intelligent» de Caracas, selon Trump. «Les Etats-Unis et le Venezuela travaillent bien ensemble», notamment pour la «reconstruction» de l'industrie pétrolière, a-t-il déclaré. De son côté, Mme Rodríguez affirme que son pays n'est ni «subordonné ni soumis» à Washington, et évoque sa «loyauté envers le président Nicolas Maduro».